

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 61

2 février 1999

SOMMAIRE

Adepaim S.A., Luxembourg	page 2926
Bali S.A., Luxembourg	2928
CS Rentenstrategie, Anlagefonds	2911
CS Renten Strategie Management Company AG, Luxembourg	2921, 2922
Efficace S.A., Luxembourg	2928
Gecofin S.A., Luxembourg	2926
Healthcare Emerging Growth Fund, Sicav, Luxembourg	2927
Internet S.A., Luxembourg	2924
Korea Exchange Bank Luxembourg	2923
Laver S.A., Luxembourg	2928
Leumi Fund Holding (Lux) S.A., Luxembourg	2883
Leumi Investment Fund (Lux), Sicav, Luxembourg	2889
Masofema Holding S.A., Luxembourg	2924
Mercury Selected Trust, Sicav, Senningerberg	2922
Northeagle Holding S.A., Luxembourg	2927
Patrilux S.A., Luxembourg	2925
Rawi S.A., Luxembourg	2925
Sogenalux Fund, Sicav, Luxembourg	2882, 2926
So.Pla.Ge. Holding S.A., Luxembourg	2922
Sunfish Holding S.A., Luxembourg	2923
Tamana Holding S.A., Luxembourg	2881
Tenderness S.A., Luxembourg	2924
Tricos S.A., Luxembourg	2925
Trident Holding S.A., Luxembourg	2920
Trimaran Holding S.A., Luxembourg	2922

TAMANA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 32.466.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 1998, vol. 514, fol. 41, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 novembre 1998.

Pour TAMANA HOLDING S.A., Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

P. Frédéric S. Wallers

(49845/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 1998.

SOGENALUX FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 30.485.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le trente décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable (SICAV) SOGENALUX FUND, ayant son siège social à L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 30.485, constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 mai 1989, publié au Mémorial C, numéro 189 du 10 juillet 1989.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le prédit notaire Hellinckx, en date du 12 février 1992, publié au Mémorial C, numéro 111 du 28 mars 1992.

L'assemblée est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Vincent Decalf, directeur de banque, administrateur de la société, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Marie-José Fernandes, employée de banque, demeurant à Illange (Moselle/France).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Claude Maille, cadre de banque, demeurant à Bech-Kleinmacher.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Monsieur le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis de convocation contenant l'ordre du jour et publiés:

- au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 868 du 1^{er} décembre 1998 (page 41659) et numéro 907 du 15 décembre 1998 (page 43526);
- au Luxembourg, aux journaux «le Journal» et «Luxemburger Wort», des 1^{er} et 15 décembre 1998;
- en Belgique, aux journaux «Libre Belgique» et «Financieel Economische Tijd», des 1^{er} et 15 décembre 1998;
- en France, au journal «Tribune» des 1^{er} et 15 décembre 1998;
- en Suisse, aux journaux «Neue Zürcher Zeitung» et «Feuille officielle suisse du commerce» des 2 et 16 décembre 1998;

ainsi qu'il appert de la présentation des exemplaires à l'assemblée.

B) Que l'ordre du jour de la présente assemblée générale extraordinaire est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1.- Délibération des actionnaires sur la proposition du Conseil d'Administration de procéder à la dissolution de la Sicav.

2.- Délibération des actionnaires sur la proposition du Conseil d'Administration de nommer «liquidateur», la COMPAGNIE FIDUCIAIRE, Luxembourg, représentée par Monsieur Henri Grisius et Monsieur Théo Limpach; fixation des pouvoirs du liquidateur et de sa rémunération.

3.- Divers.

C) Qu'il appert de la liste de présence prémentionnée que sur les quinze mille six cent trente-deux (15.632) actions actuellement en circulation, trois mille huit cent treize (3.813) actions sont dûment présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

D) Qu'une première assemblée, régulièrement convoquée, s'est réunie le 23 novembre 1998, pour délibérer sur le même ordre du jour que celui soumis à la présente assemblée générale, mais que cette dernière assemblée n'étant pas régulièrement constituée pour défaut de quorum de présence requis par la loi, n'a pu délibérer comme cela résulte plus amplement du procès-verbal dressé à cette occasion par le notaire instrumentant, lequel procès-verbal a été enregistré à Esch-sur-Alzette, le 25 novembre 1998, volume 837, folio 82, case 3.

E) Qu'il résulte de ce qui précède que la présente assemblée, en tant que deuxième assemblée, est régulièrement constituée, aucun quorum de présence n'étant requis, et peut en conséquence délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour lui soumis.

Sur ce l'assemblée a constaté qu'elle est régulièrement constituée et, après avoir approuvé l'exposé du Président, a abordé l'ordre du jour et, après délibération, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide sur proposition du conseil d'administration de dissoudre anticipativement la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale décide de nommer comme liquidateur:

La société civile COMPAGNIE FIDUCIAIRE, avec siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire et représentée pour les opérations de liquidation par:

- a) Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Leudelange (Luxembourg).
- b) Monsieur Théo Limpach, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la loi coordonnée sur les Sociétés Commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Les honoraires du liquidateur seront basés sur les tarifs en vigueur au Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10.15 heures.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: V. Decalf, M.-J. Fernandes, J.-C. Maille, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 janvier 1999, vol. 839, fol. 37, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 janvier 1999.

J.-J. Wagner.

(02135/239/90) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 1999.

LEUMI FUND HOLDING (LUX), Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the fourth of January.

Before Us, Maître Jean Seckler, residing in Junglinster.

There appeared:

1) Mr Meir Grosz, General Manager, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich, here represented by Helene Müller, juriste, residing in Grevenmacher, by virtue of a proxy given in Zürich, Switzerland, on the 23 December 1998;

2) BANK LEUMI LE-ISRAEL (SCHWEIZ), here represented by Helene Müller, juriste, residing in Grevenmacher, by virtue of a proxy given in Zürich, Switzerland, on the 23 December 1998.

The prementioned proxies will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties have decided to form amongst themselves a holding company in accordance with the following Articles of Incorporation.

I. Name, Duration, Object, Registered office

Art. 1. There is existing among all shareholders and all those who may become owners of the shares, a corporation in the form of a société anonyme, under the name of LEUMI FUND HOLDING (LUX), hereinafter «the Company».

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. The object of the Company is to provide investment advice to LEUMI INVESTMENT FUND (LUX), a Société d'Investissement à Capital Variable, «SICAV», organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. The Company may carry on any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limits set forth by the Luxembourg Law of August 10, 1915 on Commercial companies, as amended.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, and that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

II. Share Capital, Shares

Art. 5. The authorized and subscribed capital is set at one hundred and twenty thousand Swiss francs (CHF 120,000) consisting of 120 shares of a par value of one thousand Swiss francs (CHF 1,000).

During the period of five years from the date of the publication of these Articles of Incorporation, the Directors may and are hereby authorized to issue shares and to grant options to subscribe for shares, to such persons and on such terms as they shall see fit (and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued).

The subscribed capital and the authorized capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation. The Company may, to the extent and under terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 6. The shares of the Company may only be issued in the registered form. A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder of the Company. This register will contain all the information required by Article 39 of the Law of August 10, 1915 on Commercial companies, as amended. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register.

Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two Directors. The Company may issue certificates representing bearer shares. Two Directors shall sign these certificates.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name one single individual or legal entity to represent the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the corporation.

III. General meeting of shareholders

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out, or ratify acts relating to the operations of the Company. The Board of Directors convenes the general meeting. It may also be convened at the request of shareholders representing at least 20% of the Company's share capital.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 15 March each year and for the first time on March 15th, 2000. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notice of meeting.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, cable, telegram, telex, or telefax.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

IV. Board of directors

Art. 9. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three members who need not be shareholders of the Company. The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of office of a Director may not exceed six years and the Directors shall hold office until their successors are elected.

The Directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any Director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal guidelines.

Art. 10. The Board of Directors shall choose from among its members a Chairman, and may choose from among its members a Vice-Chairman. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board of Directors, but in his absence, the shareholders or the Board of Directors may appoint another Director as Chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors must be given to Directors at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each Director in writing, by cable, telegram, telex, or telefax, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex, or telefax another Director as his proxy.

A Director may represent more than one of his colleagues. Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the Directors present or represented at such meeting.

The Board of Directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex, or telefax, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the Vice-Chairman, or by any two Directors. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the Chairman, or by any two Directors.

Art. 12. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

According to Article 60 of the Law of August 10, 1915 on Commercial companies, as amended, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more Directors, Officers, Managers or other Agents, associate or not, acting alone or jointly to be appointed and dismissed by the Board of Directors who shall set their powers. Their nomination, revocation, and powers shall be settled by a resolution of the Board of Directors. The delegation to a member of the Board of Directors is submitted to prior authorisation of the general meeting of shareholders. The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The joint signature of any two Directors or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the Board of Directors will bind the Company.

V. Supervision of the corporation

Art. 14. One or several statutory auditors, who may be shareholders, shall supervise the operations of the Company or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration, and term of office, which may not exceed six years.

VI. Accounting year, Balance

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on January 1 of each year and shall terminate on December 31 of the same year.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in Article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Board of Directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions under the law.

VII. Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) shall carry out liquidation. The liquidator shall be appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution, and the shareholders shall determine their powers and their compensation.

VIII. Amendment of the articles of incorporation

Art. 18. These Articles of Incorporation may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted under the conditions of quorum and majority provided for by Article 67-1 of the Law of August 10, 1915, on Commercial companies, as amended.

IV. Final clause - Applicable law

Art. 19. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of August 10, 1915 on Commercial companies, as amended.

Transitory disposition

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the thirty-first of December nineteen hundred and ninety-nine.

The first annual general meeting will be held in the year two thousand.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

1) Mr Meir Grosz	1 Share
2) BANK LEUMI LE-ISRAEL (SCHWEIZ)	119 Shares
Total:	120 Shares

All these shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of 120,000.- CHF is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the Law on Commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the corporation or which shall be charged to it in connection with its incorporation, at about 100,000.- LUF. Evaluation of the capital: 3,000,000.- LUF.

Extraordinary general meeting

Here and now, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

The number of directors is set at 3 and that of the auditors at 1.

The following are appointed directors:

- a) Mr S. Handel, company director, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich,
- b) Mr U. Galili, company director, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich,
- c) Mr Meir Grosz, General Manager, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich.

Has been appointed auditor:

PricewaterhouseCoopers, 16, rue Eugène Ruppert, B.P. 1446, L-2010 Luxembourg.

The mandates of the directors and the auditors shall expire immediately after the annual general meeting of the year two thousand.

The registered office is fixed at Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing persons, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le quatre janvier.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

Ont comparu:

1. - M. Meir Grosz, directeur général, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich, ici représenté par Madame Helene Müller, juriste, demeurant à Grevenmacher, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Zürich, Suisse, le 23 décembre 1998

2. - BANQUE LEUMI LE-ISRAEL (SUISSE), ici représentée par Madame Helene Müller, juriste, demeurant à Grevenmacher, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Zürich, Suisse, le 23 décembre 1998.

Lesquelles procurations resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants ont décidé de former entre eux une société anonyme holding conformément aux statuts suivants:

I. Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme dénommée LEUMI FUND HOLDING (LUX) et ci-après appelée «la Société».

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour.

Art. 3. La Société a pour objet la fourniture de conseils en investissements à LEUMI INVESTMENT FUND (LUX), une Société d'Investissement à Capital Variable, «SICAV», de droit luxembourgeois.

La Société peut réaliser toutes opérations utiles pour l'accomplissement de son objet social, tout en restant cependant dans les limites établies par la loi luxembourgeoise modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915.

Art. 4. Le siège de la société est établi à Luxembourg. La Société peut établir par simple décision du conseil d'administration des succursales ou des bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Dans l'hypothèse où le conseil d'administration constaterait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social font obstacle à l'activité normale de la Société à son siège ou sont imminents, ou que les mêmes événements compromettent la communication entre ledit siège social et des parties étrangères, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger et ce jusqu'à la disparition complète desdits événements. De telles mesures temporaires n'emporteront aucun effet au regard de la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert temporaire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise.

II. Capital social, Actions

Art. 5. Le capital social déclaré et souscrit est fixé à cent vingt mille francs suisses (CHF 120.000.-), représenté par cent vingt (120) actions de mille francs suisses (CHF 1.000.-) chacune.

Pendant une période de cinq ans à compter de la date de publication des présents statuts, le conseil d'administration est autorisé à émettre des actions et accorder des options de souscriptions d'actions aux personnes et selon les conditions qu'il jugera appropriées (et notamment, il pourra y procéder sans consentir aux actionnaires antérieurs à ladite émission, de droit préférentiel de souscription relatif aux actions ainsi émises).

Le capital social déclaré et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Les actions de la Société auront uniquement la forme nominative. Un registre des actions nominatives sera tenu au siège social, où il sera disponible pour consultation par les actionnaires de la Société. Ce registre contiendra toutes les informations requises par l'article 39 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915. L'inscription dans ledit registre vaudra titre de propriété des actions nominatives. Les attestations d'inscription au registre des actions nominatives devront être émises et signées par deux administrateurs.

La Société peut émettre des attestations relatives aux actions au porteur qui devront être signées par deux administrateurs.

La Société ne reconnaîtra qu'un porteur par action. Dans le cas où une action serait détenue par plus d'une personne, les personnes en revendiquant la propriété devront nommer une seule et unique personne, physique ou morale, pour représenter l'action dans les relations avec la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous droits afférents à une telle action tant qu'une seule personne n'aura pas été nommée en qualité d'unique actionnaire pour l'exercice de ces droits dans les relations avec la Société.

III. Assemblée générale des actionnaires

Art. 7. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour donner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut également être convoquée à la requête d'actionnaires représentant au moins 20% du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg au siège social de la Société, ou à toute autre place au Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation le 15 mars de chaque année, et le 15 mars 2000 pour la première fois. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Les autres assemblées générales pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorums et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant une autre personne comme mandataire par écrit, télégraphe, télégramme, télécopie ou téléfax.

Sauf dispositions contraires de la loi, les résolutions de l'assemblée des actionnaires seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée des actionnaires peut valablement se tenir sans convocation ni publication préalables.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle, laquelle détermine leur nombre, rémunération ainsi que le terme de leur mandat.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans et doivent rester en place jusqu'à l'élection de leur successeur.

Les administrateurs sont élus à la majorité simple des actions présentes ou représentées.

Les administrateurs sont révocables avec ou sans juste motif par l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour cause de décès, retraite ou toute autre raison, il y sera pourvu provisoirement et jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale des actionnaires, en faisant référence aux dispositions légales applicables en la matière.

Art. 10. Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un vice-président. Il peut également désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui aura en charge de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées générales des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du Conseil d'Administration présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence, les actionnaires ou les administrateurs désigneront à la majorité des présents un autre administrateur pour assumer temporairement la présidence desdites assemblées et réunions.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas, la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télégraphe, télégramme, télex ou télécopie de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion se tenant à une heure et dans un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télégraphe, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues. Tout administrateur pourra participer à une réunion du Conseil d'Administration par téléconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant à toute personne prenant part à la réunion d'entendre chacune des autres. La participation à une réunion par ces moyens est considérée comme étant équivalente à une participation en personne.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer et agir que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration peut, à l'unanimité, décider de procéder par voie de vote par correspondance, à condition que celui-ci intervienne par écrit, télégraphe, télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire et qui sera confirmé par écrit. L'ensemble de ces documents formera le procès-verbal de réunion qui attestera du vote intervenu.

Art. 11. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président ou deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président ou deux administrateurs.

Art. 12. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts est de la compétence du Conseil d'Administration.

Conformément aux dispositions de l'article 60 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, révocation et pouvoirs feront l'objet d'un vote du Conseil d'Administration. La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires. La Société peut aussi accorder des pouvoirs spéciaux par voie de procuration faite sous la forme authentique, ou mandat donné par acte sous seing privé.

Art. 13. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du Conseil d'Administration.

V. Surveillance de la société

Art. 14. La surveillance de la société pourra être confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non. L'assemblée générale des actionnaires désigne les commissaires, détermine leur nombre et leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut dépasser six ans.

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital souscrit tel qu'il est prévu à l'article 5 des statuts ou tels que celui-ci aura été augmenté ou réduit ainsi qu'il est dit au même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décidera de l'usage à faire du solde du bénéfice net annuel.

Il pourra être procédé au versement d'acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales applicables en la matière.

VII. Dissolution

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, un ou plusieurs liquidateurs, qui peuvent être des personnes physiques ou morales, procéderont à la liquidation. Les liquidateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires procédant à la dissolution, et qui déterminera leurs pouvoirs et rémunération.

VIII. Modifications statutaires

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 67-1 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915.

IX. Disposition finale, loi et statuts applicables

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, seront déterminées par référence aux dispositions de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an deux mille.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants susmentionnés déclarent souscrire les actions comme suit:

M. Meir Grosz	1 action
BANK LEUMI LE-ISRAEL (SUISSE)	119 actions
Total:	120 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de 120.000,- CHF se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge en raison de sa constitution, a été estimé approximativement par les parties à la somme de 100.000,- LUF. Evaluation du capital: 3.000.000,- LUF.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

Le nombre des administrateurs est fixé à 3 et celui des commissaires à 1.

Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

a) M. S. Handel, directeur de société, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich

b) M. U. Galili, directeur de société, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich

c) M. Meir Grosz, directeur général, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich.

Est appelée aux fonctions de commissaire:

PricewaterhouseCoopers, 16, rue Eugène Ruppert, B.P. 1446, L-2010 Luxembourg.

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin immédiatement à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille.

Le siège social est fixé à Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, certifie que, à la demande des comparants, les présents statuts ont été rédigés en anglais, suivis d'une traduction française. Sur demande des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: H. Müller, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 6 janvier 1999, vol. 505, fol. 12, case 9. – Reçu 30.000 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 janvier 1999.

J. Seckler.

(00678/231/410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 1999.

LEUMI INVESTMENT FUND (LUX), Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the fourth of January.

Before Us, Maître Jean Seckler, residing in Junglinster.

There appeared:

1) Mr Meir Grosz, General Manager, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich, here represented by Helene Muller, juriste, residing in Grevenmacher, by virtue of a proxy given in Zürich, Switzerland, on the 31 December 1998;

2) BANK LEUMI LE-ISRAEL (SCHWEIZ), here represented by Helene Muller, juriste, residing in Grevenmacher, by virtue of a proxy given in Zürich, Switzerland, on the 31 December 1998.

The prementioned proxies will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties have decided to form amongst themselves a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) in accordance with the following Articles of Incorporation.

ARTICLES OF INCORPORATION

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose - Structure

Art. 1. Name.

There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of Shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) within the meaning of Article 72-3 of the Law of August 10, 1915, as amended, on Commercial companies and under Chapter 3 of the Law of March 30, 1988 on Undertakings for Collective Investment under the name of LEUMI INVESTMENT FUND (LUX).

Art. 2. Registered Office.

The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad

until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration.

The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as defined in Article 33 herein.

Art. 4. Purpose.

The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities of all types and other assets authorised by the Law of March 30, 1988 relating to Undertakings for Collective Investments, hereinafter, «the Law of March 30, 1988,» with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its portfolios.

Generally, the Company may take any measures and carry out any transaction that it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the largest extent permitted by Part I of the Law of March 30, 1988.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital.

Consolidated accounts of the Company, including all sub-funds, shall be expressed in the reference currency of the share capital of the company in US dollars.

At any time, the share capital of the company shall be equal to the total net asset value of the different sub-funds of the Company. The minimum share capital of the Company shall be the equivalent in US dollars of fifty million Luxembourg francs (LUF 50,000,000.-).

The Board of Directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund within the meaning of Article 111 of the Law of March 30, 1988 in the manner described in Article 6 herein.

The proceeds of any issue of shares shall be invested in the sub-fund corresponding to that issue, in various transferable securities and other assets authorised by the Law of March 30, 1988 and, according to the policy of investment as determined by the Board of Directors, taking into account the investment restrictions foreseen by Luxembourg law and regulations.

Art. 6. Form of Shares.

(1) Shares will only be issued in registered form.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile, as indicated to the Company, and the number of registered Shares held by him. Every share shall be fully paid up.

The inscription of the shareholder's name in the register of Shares evidences his right of ownership of such registered Shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholdings.

The Share certificates shall be signed by two directors or by any officer of the Company duly authorized by the Board of Directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile form. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

(2) Transfer of registered Shares shall be effected (i) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (ii) if no Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. Any transfer of registered Shares shall be entered in the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors. Shares are freely transferable, subject to the provisions of Article 11 herein and by using a stock transfer power form.

(3) Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate for which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

(5) In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all other joint holders and shall alone be entitled to be treated as the holder of such Share for all purposes, including without limitation, entitlement to receive notices from the Company.

(6) The Company may decide to, but is not required to, issue fractional Shares. Such fractional Shares shall carry no entitlement to vote but shall entitle the holder to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis.

Art. 7. Issue and Sale of Shares; Convertible Debt Securities.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid-up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Sub-Fund; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant sub-fund as determined in compliance with Article 12 hereof as of such Valuation Day (defined in Article 13 hereof) as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company, when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors that shall not exceed ten business days from the relevant valuation Day.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the Auditor of the Company («réviseur d'entreprises agréé»). The contribution in kind must be in conformity with the investment policy and the investment restrictions of the Company.

The Board of Directors may delegate to any director, Advisor, officer or any other agent of the Company the power to accept subscriptions and to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

The Board of Directors may accept subscriptions to be made on a cash or installment basis.

Art. 8. Redemption of Shares.

Any Shareholder may request that the Company redeem all or part of his shares in accordance with the clauses set forth by the Board of Directors in the sales documents of the shares, within the limits provided by the Law of March 30, 1988, and by these Articles.

The redemption price per share shall be payable during a period as determined by the Board of Directors and mentioned in the sales documents of the shares, in accordance with a policy determined by the Board of Directors from time to time, provided that the share certificates, if any, and the transfer of documents have been received by the Company subject to the provisions herein.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant sub-fund, as determined by the provisions of Article 12 less charges and commissions at the rate provided by the sales documents of the shares. The redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency, as the Board of Directors shall determine.

If, as a result of any request for redemption, the number or the total net asset value of shares held by a Shareholder in a sub-fund shall fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, the Company may request such Shareholder to redeem the full amount of his shares relevant to such sub-fund.

In addition, if on a given date, requests for redemption made in compliance with this Article and requests for conversion pursuant to Article 9 herein should exceed a certain level as determined by the Board of Directors in relation with the number of shares outstanding in a given sub-fund, the Board of Directors may decide that the redemption or the conversion of all or part of such shares be postponed during a certain period of time pursuant to the provisions set forth by the Board of Directors for the best interest of the Company. These conversion and redemption requests shall be dealt with on the Valuation Day following the relevant period, in priority to any other redemption or conversion requests and received after such Valuation Day.

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political or economic situation or as a matter of economic rationalisation, the Board of Directors may decide to redeem all the shares of the relevant sub-fund at the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant sub-fund at least thirty days prior to the Valuation Day at which the redemption shall take effect. Registered holders shall be notified in writing.

Further, a redemption of shares may be carried out in accordance with the terms of Article 8 herein. All redeemed shares will be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares.

Except when specific restrictions are decided by the Board of Directors and noticed in the sales documents of the sub-funds, any Shareholder is authorised to request the conversion of all or part of his shares of one sub-fund into shares of another sub-fund.

The price for the conversion of shares from one sub-fund into shares from another sub-fund shall be calculated at the net asset value by reference to the two relevant sub-funds, on the same Valuation Day and taking into account the sales charges applicable to the relevant sub-funds.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any sub-fund would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such sub-fund.

The Board of Directors may set such restrictions it will deem necessary as to the frequency, terms, and conditions of conversions and may tender them to the payment of expenses and commissions as it shall determine.

The shares that have been converted into shares of another sub-fund shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on the Ownership of Shares in the Company.

The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company, such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation, tax laws).

More specifically, the Company shall have the power to impede the ownership of shares to «US Persons» such as defined herein and, for such purposes, the Company may do any of the following:

A) Refuse the issuance of shares and/or the registration of a transfer of shares when it results or may result that the issue or the transfer of such share is in beneficial ownership of an U.S. Person.

B) Request of any person entered in the Shareholders Register, or any other person who wishes to register the transfer of shares, to provide the Company with all the necessary information and certificates it will deem appropriate; and, supported by a statement under oath, in order to determine whether or not these shares are owned or will be owned by U.S. Persons.

C) Proceed with a compulsory redemption of all or part of such shares, should it appear that a U.S. Person, whether alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or has provided the Company with forged certificates and guarantees, or has omitted to provide for the certificates and guarantees as determined by the Board of Directors. In this event, the procedure shall be enforced as follows:

1.) The Company shall send a notice («the redemption notice») to the Shareholder entered in the register as the owner of the shares; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the redemption price to be paid, and the place at which the redemption price is payable. The redemption notice may be sent by registered mail addressed to the shareholder's last known address or at the address entered in the register of the Shareholders. Such Shareholder shall be obliged to remit, without any delay, the share certificate(s) for the relevant shares (in the event that such share certificate(s) would have been issued) as specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, the Shareholder shall no longer be the owner of the shares mentioned in such notice, his name shall no longer appear on the Shareholders register; and, the relevant shares shall be cancelled.

2.) The price at which the shares mentioned in the redemption notice shall be redeemed shall be equal to the net asset value of the shares of the Company according to Article 12 of these Articles.

3.) Payment shall be made to the owner of the shares in the currency of denomination of the relevant sub-fund, except in time of exchange rate restrictions. In such case, the payment will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice), such bank shall thereafter transfer such payment to the relevant Shareholder against remittance of the share certificate(s) as indicated in the redemption notice.

Upon payment of the amount pursuant to these conditions, no person interested in the shares specified in the redemption notice shall have any future right to these shares and shall have no power to make any claim against the Company and its assets, except the right for the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price paid (with no interest) at the bank against remittance of the certificates.

4.) The exercise by the Company of the powers conferred by the present Article shall not be questioned or invalidated on the basis that there is insufficient evidence of ownership of shares or that a share was owned by another person than appeared to the Company when sending the redemption notice, provided that the Company exercised its powers in good faith.

D) Decline to accept the vote of any US Person at any meeting of the Shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term «US Person» shall mean a national or resident of the United States of America, a partnership organised or existing under the laws of any state, territory, possession of the USA or a corporation organised under the laws of the USA or any other state, territory or possession of the USA or any U.S. trust, other than a trust the income of which arising from sources outside the United States of America is not included in the gross income for the purposes of computing of United States federal income tax.

Art. 11. Closing and Merger of Sub-Funds.

In the event the value of assets of a sub-fund should fall below such an amount considered by the Board of Directors as the minimum level under which the sub-fund may no longer operate in an economically efficient way, or in the event that a significant change in the economic or political situation impacting such sub-fund should have negative consequences on the investments of such sub-fund, the Board of Directors may decide to conduct a compulsory redemption operation on all shares of the sub-fund at the net asset value per share applicable on the Valuation Day, the date on which the decision shall come into effect (including effective prices and expenses incurred for the realisation of investments). The Company shall send a notice to the Shareholders of the relevant sub-fund before the effective date of compulsory redemption. Such notice shall indicate the reasons for such redemption as well as the procedures to be enforced. Shareholders shall be informed in writing. Unless otherwise stated, for the best interest of the Shareholders, or in order to maintain equal treatment between the Shareholders, Shareholders of such sub-fund may continue to ask for the redemption or the conversion of their shares according to the clauses provided by the Board of Directors in the sales documents and these Articles, free of charge (but including actual prices and expenses incurred for the realisation of the investments), until the effective date of the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred in the preceding paragraph and upon proposition of the Board of Directors, the General Shareholders Meeting of the issued shares of one sub-fund shall be authorised to redeem all shares issued in such sub-fund and reimburse the Shareholders the net asset value of their shares (including cost and real expenses

incurred for the realisation of the investments) calculated on the Valuation Day when such decision shall come into effect. No quorum shall be required during such general meeting and resolutions shall be decided by a simple positive majority vote of the shares present or represented at such meeting.

The assets that were not distributed to their owners during the redemption shall be deposited at the Custodian for a period of six months after the redemption. Once the period has elapsed, the assets shall be deposited at the «Caisse des Consignations» for the account of their owners. All redeemed shares shall be cancelled.

In circumstances similar to those described in the first paragraph of this Article, the Board of Directors shall have the power to transfer the assets of a sub-fund to another sub-fund in the Company or to the assets of another Luxembourg UCITS created pursuant to Part I of the Law or to the assets of a sub-fund of such another UCITS (the «new sub-fund») and requalify the share(s) as shares of one or several new class(es) of shares (following a split or a consolidation, if necessary, and the payment to the Shareholders of the full amount of partial shares). The publication of such decision shall be similar to the one described above in the first paragraph of this Article (further, such publication shall, in addition, include the characteristics of the new sub-fund). Every Shareholder of the relevant sub-fund shall have the opportunity to request the redemption or the conversion of his own shares - without any cost during a period of one month before the effective date of the merger.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors under the preceding paragraph, the General Meeting of Shareholders of shares issued for one sub-fund may decide to merge several sub-funds in the Company. A simple positive majority vote of the Shareholders of each Sub-Fund involved in the merger is necessary for any such merger of Sub-Funds to take place. No quorum shall be requested during such general meetings. Resolutions may be decided by a simple positive majority vote of the shares present or represented at such meetings.

The contribution of the assets and engagements assigned to a sub-fund to another UCITS as mentioned in the fifth Paragraph of this Article or to a sub-fund in such other UCITS shall be approved by a decision of the Shareholders of shares issued for the relevant sub-fund. Such decision shall represent a majority vote of two-thirds of the shares present or represented at said meeting that shall gather a minimum of 50% of the shares issued and outstanding. In the event that such merger should be done with a Luxembourg UCITS of contractual type (mutual fund) or with another foreign UCITS, decisions taken by the Meetings shall only apply to the Shareholders who have voted in favour of the merger.

The publication of such decision shall be similar to the one described in the first paragraph of this Article (such publication shall include, in addition, the characteristics of the mutual fund). Every Shareholder of such sub-fund shall have the opportunity to request the redemption or the conversion of his shares without any cost during a period of one month before the effective date of the merger.

Art. 12. Calculation of Net Asset Value per Share.

The net asset value per share of each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Shares, on any such Valuation Day, by the number of shares in the Sub-Fund then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency, as the Board of Directors shall determine. If, since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the net asset value of the of shares shall be made in the following manner:

1. The assets of the Company shall include:

all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon; all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

2. The value of such assets shall be determined as follows:

The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes, accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received are deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

The value of assets, which are listed or dealt in on any stock exchange, is based on the last available price on the stock exchange that is normally the principal market for such security.

The value of assets dealt in on any other Regulated Market (as defined in Article «21» herein) is based on the last available price.

In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the Board of Directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any assets of the Company.

3. The liabilities of the Company shall include all loans, bills and accounts payable;

all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees and corporate agents' fees);

all known liabilities, present and future, including all mature contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company.

all other liabilities of the Company of whatever kind and nature, reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment Advisors, fees and expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, administrative, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any Governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall direct a Sub-Fund in the following manner: Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund.

Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the net asset values of shares or in such other manner as determined by the acting in good faith, provided that all liabilities, whatever Sub-Fund they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole.

Upon the payment of distributions to the holders of shares, the net asset value of such shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organisation which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

For the purpose of this Article:

shares of the Company to be redeemed under Article 9 herein shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares; and where on any Valuation Day the Company has contracted to:

purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share and of Issue of Shares.

The net asset value per Share shall be calculated from time to time by the Company (or any agent appointed by the Company) under the responsibility of the Board of Directors, provided the calculation is made at least two times per month as well as on each day by reference to which the Board of Directors approves the pricing of an issue or redemption of Shares, provided that this is in accordance with the applicable law and regulations, such date or time of calculation being referred to herein as the «Valuation».

The Company may suspend the determination of the net asset value per Share and the issue of its Shares during:

a) any period when any one of the principal markets or other stock exchanges on which a substantial portion of the assets attributable to such Shares, from time to time, are quoted is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended; or

b) any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board of Directors, or the existence of any state of affairs in the property market, disposal of the assets owned by the Company is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of shareholders or if in the opinion of the Board of Directors the issue, sale and/or redemption prices cannot fairly be calculated; or

c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the value of any of the investments of the Company or the current prices on any market or other stock exchanges; or

d) any period when the Board of Directors is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares to the holders thereof or during which time any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of such Shares, if any, cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange; or

e) upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving to wind up the Company; or

f) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately ascertained; or following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several sub-funds.

Any such suspension shall be publicized, if appropriate, by the Company and may be notified to Shareholders having made an application for subscription for Shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Title III. Administration and Supervision

Art. 14. Directors.

The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three, and up to six members, who need not be shareholders of the Company. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders, at which, the number of directors also shall be determined. The Board of Directors shall determine the remuneration paid to directors by the Company, subject to approval of the shareholders at the general meeting. Each director shall serve for a term of up to 3 years. They may be re-elected.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented at a general meeting.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by a resolution passed by a majority of the votes of the Shares present or represented at a general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors shall convene a meeting of shareholders for the purpose of filling such vacancy.

If a legal entity is appointed director, it may appoint an individual through whom it shall exercise its director's duties.

The remaining Directors may appoint, with a majority of votes, a Director to temporarily fill such vacancy until the next meeting of Shareholders, which shall ratify such appointment.

Art. 15. Board Meetings.

The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the Board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be the chair of such meetings.

Resolutions of the Board of Directors shall be taken by a majority vote of the directors present or represented.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general manager as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. The Board of Directors may cancel such appointments at any time.

The officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by attendance at such meeting (in person or by proxy) or by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented. In the event that, at any board meeting, the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. All such resolutions shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 16. Powers of the Board of Directors.

The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are within the competence of the Board of Directors.

Art. 17. Corporate Signature.

Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 18. Delegation of Power.

The Board of Directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers. If delegation is made to a Board Member, under this Article, the Board must have received authorisation from the General Meeting of the Shareholder.

The Board may also confer other special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 19. Investment Advisor.

The Board of Directors of the Company shall initially appoint as Investment Advisor LEUMI FUND HOLDING (LUX) S.A. (the «Investment Advisor»), a company organized and existing under the laws of Luxembourg, which shall supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 20 herein, in particular for identifying and selecting investment opportunities, advising on their purchase, management and sale and actively executing thereon within the guidelines established by the Board of Directors pursuant to Article 21 and monitoring the progress of the Company's portfolio. The Board of Directors shall have the right to replace the Advisor in accordance with the terms and provisions of the Advisory Agreement between the Company and the Investment Advisor.

Art. 20. Investment Policies and Restrictions.

The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as set forth in the Sales Documents issued by the Board of Directors and in compliance with applicable laws and regulations; provided, however, that the Board of Directors will have the power to modify the restrictions set forth in such Sales Documents, without a vote of the shareholders, if (i) the modification is recommended by the Investment Advisor and (ii) the Board determines that such restrictions, as modified, are consistent with the Company's primary purpose of investing the funds available to it in transferable securities of all types and other assets authorised by the Law of March 30, 1988 with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its portfolios. In addition, the Board of Directors may approve transactions that deviate from such restrictions and other policies of the Company, without a vote of the shareholders.

Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made:

in transferable securities admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another regulated market that operates regularly and is recognized and is open to the public (a «Regulated Market») located within a Member State of the European Union (EU);

in transferable securities admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another Regulated Market located within any other country of Western or Eastern Europe, Asia, Oceania, the American continent or Africa;

in recently issued transferable securities, provided that the terms of issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or Regulated Markets referred to above and that such admission is secured within a year of the issue;

in accordance with the principle of risk spreading, up to 100% of the net assets attributable to each Sub-Fund in transferable securities issued or guaranteed by a Member State of the EU, by its local authorities, by any other Member State of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) or by a public international body of which one or more Member State(s) of the EU are member(s), provided that in the case where the Company decides to make use of this provision, it shall, on behalf of the Sub-Fund, hold securities from at least six different issues; and securities from any one issue may not account for more than 30% of the net assets attributable to such Sub-Fund;

in securities of another undertaking for collective investment (UCI), provided that if such a UCI is an undertaking for collective investment in transferable securities (UCITS) of the open-ended type and is linked to the Company by common management or control or by a substantial direct or indirect holding; investment in the securities of such UCI shall be permitted only if such UCI, according to its constitutional documents, has specialized in investment in a specific geographical area or economic sector and if no fees or costs are charged on account of transactions relating to such acquisition, in no case will the investment exceed 5% of the assets in the units of such undertakings for collective investment;

in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities, provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities, (iii) to purchase futures and options on financial instruments for purposes other than hedging.

Art. 21. Conflicts of Interests.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 22. Indemnification of Directors and Officers.

The Company shall, to the fullest extent permitted by law, indemnify any person who is, or has been, a director or officer against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any investigation, claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified by such company, and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in a court of competent jurisdiction in such investigation, claim, action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, or willful misconduct in the conduct of his office; in the event of settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which a court of competent jurisdiction has approved the settlement or the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. For these purposes, the words «investigation», «claim», «action», «suit», or «proceeding» shall apply to all investigations, claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise, including appeals), actual or threatened and the words «liability» and «expenses» shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities. The foregoing right of indemnification shall be severable, and shall not affect or exclude other rights to which he may now or hereafter be entitled and shall continue as to a person who has ceased to be such a director or officer and shall inure to the benefit of heirs, executors, and administrators of such person. The Company shall advance expenses related to such investigation, claim, action, suit or proceeding to a director or officer if the director or officer agrees to repay any advance if he is ultimately determined not to be entitled to indemnification under this Article.

Art. 23. Auditors - Financial Statements.

The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by the auditors (réviseurs d'entreprises agréés) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The auditors shall fulfil all duties prescribed by the Law of March 30, 1988 on undertakings for collective investment. The financial statements of the Company shall be expressed in US dollars.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 24. Representation.

The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Company. The general meeting of Shareholders shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 25. General Meetings of the Company.

(a) The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing one fifth of the outstanding Shares.

It shall have the broadest powers to order, carry out, or ratify all acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the second Tuesday of January, and for the first time on January 11, 2000.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day at the same time.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

The annual general meeting can be held abroad if, in the absolute judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances require this relocation.

The Shareholders of one sub-fund may, at any time, hold general meetings with the aim to deliberate on matters only related to that sub-fund.

In particular, any resolution deciding the distribution of dividends to the Shareholders of a sub-fund, will be approved by the Shareholders of that sub-fund voting at simple majority.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors, except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders, in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

To the extent required by law or as may be determined by the Board of Directors, the notice of meeting shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

As all Shares are in registered form, notices to shareholders must be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each whole share of each sub-fund, regardless of its value, is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

The Board of Directors may fix in advance a date, not exceeding fifty days, preceding the date of any meeting of shareholders as a record date for the determination of the shareholders entitled to notice of, and to vote at, any such meeting and in such case such shareholders and only such Shareholders as shall be shareholders of record on the date so fixed shall be entitled to such notice of, and to vote at, such meeting, notwithstanding any transfer of any Shares on the register of shareholders after any such record date fixed as aforesaid.

Art. 26. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund.

The shareholders of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

The provisions of Article 25 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who need not be a shareholder and may be a director.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 27. Quorum and Majority Conditions for General Meetings of the Company.

Each Share is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Art. 28. Accounting Year - Annual and Periodical Reports.

The accounting year of the Company shall commence on the first day of November of each year and shall terminate on the thirty-first day of October of the same year. The first accounting year of the Company shall commence on the date of incorporation of the Company and end on October 31, 1999.

Where there shall be different sub-funds, as provided for by Article 5 of these Articles, and if the accounts within such sub-funds are maintained in different currencies, such accounts shall be converted into US dollars and added together for purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 29. Dividends and Distributions.

Within the limits provided for by law, the general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board, determine how the annual results shall be disposed of. Dividends, if any, will be declared on the number of Shares outstanding at the dividend record date, as that date is determined by the Board in the case of an interim dividend, or by the general meeting of shareholders of the Company in any case of the final dividend, and will be paid to the holders

of such Shares within two months of such declaration. Dividends may be in the form of a cash payment or a payment in kind in the form of Shares of the Company and may include such amounts whether representing revenue, capital gain, or otherwise as may be permitted by law.

Subject to the conditions fixed by law, the Board may pay out an advance payment on dividends on Shares. The Board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment in respect of each Shares. Upon the creation of Shares, the Board may decide that all such Shares shall be capitalization Shares and that, accordingly, no dividends will be distributed in respect of those Shares.

Title V. Final provisions

Art. 30. Custodian.

To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the Financial Sector (herein referred to as the «Custodian»).

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of March 30, 1988 on Undertakings for collective Investment.

If the Custodian desires to retire, the Board of Directors shall use its reasonable best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian, unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 31. Dissolution.

The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting subject to the quorum and majority requirements set forth in the laws referred to in Article 34 herein.

Whenever, following the initial issuance of Shares by the Company, the net assets fall below two thirds of the minimum net assets as prescribed by law, the equivalent in United States dollars of LUF 50,000,000.-, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by the simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the net assets fall below one fourth of the minimum net assets as prescribed by law, the equivalent in United States dollars of LUF 50,000,000.-; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one fourth of the votes of the Shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the Board of Directors learning that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 32. Liquidation.

Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders, which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each sub-fund in proportion of the rights attributable to the relevant category of shares.

Art. 33. Amendments to the Articles of Incorporation.

These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of August 10, 1915 on Commercial companies, as amended.

Art. 34. Statement.

Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 35. Applicable Law.

All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of August 10, 1915 on Commercial companies and the Law of March 30, 1988 on Undertakings for Collective Investment as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory disposition

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the thirty-first of October nineteen hundred and ninety-nine.

The first annual general meeting will be held in the year two thousand.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

1) Mr Meir Grosz	1 Share
2) BANK LEUMI LE-ISRAEL (SCHWEIZ)	19,999 Shares
Total:	20,000 Shares

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the Law on Commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the corporation or which shall be charged to it in connection with its incorporation, at about 200,000.- LUF.

Extraordinary general meeting

Here and now, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

The number of directors is that of the auditors at 3 and that of the auditors at 1.

The following are appointed directors:

- a) Mr Guy Klement, Vice-President, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich,
- b) Mr Roland Wyss, Director, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich.
- c) Mr Meir Grosz, General Manager, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich.

Has been appointed auditor:

PricewaterhouseCoopers, 16, rue Eugène Ruppert, B.P. 1446, L-2010 Luxembourg

The mandates of the directors and the auditors shall expire immediately after the annual general meeting of the year two thousand. The registered office is fixed in Luxembourg, 23, avenue de la Liberté, Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing persons, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le quatre janvier.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

Ont comparu:

1. - M. Meir Grosz, directeur général, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich, ici représenté par Madame Helene Müller, juriste, demeurant à Grevenmacher, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Zürich, Suisse, le 31 décembre 1998;

2. - BANQUE LEUMI LE-ISRAEL (SUISSE), ici représentée par Madame Helene Müller, juriste, demeurant à Grevenmacher, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Zürich, Suisse, le 31 décembre 1998

Lesquelles procurations resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants ont décidé de former entre eux une société d'investissement à capital variable (SICAV) conformément aux statuts suivants:

STATUTS COORDONNES

Titre I^{er}. Dénomination - Siège social - Durée - Objet de la société

Art. 1^{er}. Dénomination.

Il existe entre les comparants et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite, une société anonyme qualifiée de société d'investissement à capital variable défini par Article 72-3 de la loi de 10 août 1915, comme modifiée, sur les sociétés commerciales et chapitre 3 de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif sous la dénomination LEUMI INVESTMENT FUND (LUX).

Art. 2. Siège social.

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. La Société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou des bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se présentent ou paraissent imminents, il pourrait transférer provisoirement le siège à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée.

La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts comme prévu à l'Article 33.

Art. 4. Objet.

La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées et autres actifs autorisé par la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif («la Loi du 30 mars 1988») dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

Généralement, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet dans le sens de la partie I de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes du placement collectif.

Titre II. Capital social - Actions - Valeur de l'actif net

Art. 5. Capital social.

Les comptes consolidés de la Société, y inclus tous compartiments, sont à exprimer dans la devise de référence du capital social de la Société en dollars américains.

Le montant du capital social sera, à tout moment, égal à la valeur de l'actif net de tous les compartiments réunis. Le capital minimum est l'équivalent en dollars américains de cinquante millions de francs luxembourgeois (LUF 50.000.000,-).

Le conseil d'administration doit établir un portefeuille des actifs qui constitue un compartiment au sens de l'article 111 de la loi du 30 mars 1988 comme prévu par l'article 6 ci-inclus.

Le produit de toute émission d'actions sera investi en valeurs mobilières variées et autres avoirs dans le compartiment d'actif correspondant à cette catégorie d'actions, comme autorisés par la loi du 30 mars 1988 et suivant la politique d'investissement déterminée par le conseil d'administration pour le compartiment donné, compte tenu des restrictions d'investissement prévues par la loi et la réglementation luxembourgeoises.

Art. 6. Caractéristiques des actions.

Les actions sont seulement émises sous forme d'actions nominatives. Toutes les actions émises par la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société et l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu comme communiqué à la Société et le nombre d'actions nominatives qu'il détient.

Chaque action doit être libérée.

L'inscription du nom de l'actionnaire au registre des actionnaires met en évidence son droit comme propriétaire des actions enregistrées. C'est à la Société de décider si un certificat d'inscription serait remis à l'actionnaire ou si l'actionnaire recevrait une confirmation écrite.

Les certificats d'actions seront signés par deux administrateurs ou par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. Les deux signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe. La Société pourra émettre des certificats provisoires dans les formes qui seront déterminées par le conseil d'administration.

(2) Le transfert d'actions nominatives se fera (i) si les certificats d'actions ont été émises, par la remise à la Société des certificats représentant ces actions, ensemble avec tous autres documents de transfert exigés par la Société, ou bien, (ii) s'il n'a pas été émis de certificats, par une déclaration de transfert écrite portée au registre des actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs mandataires justifiant des pouvoirs requis. Chaque transfert des actions nominatives est à inscrire au registre des actionnaires; l'inscription est à signer par un ou plusieurs administrateurs ou par une ou plusieurs autres personnes déléguées à cet effet par le conseil d'administration. Les actions peuvent être transférées librement dans les conditions prévues par l'article 11 ci-inclus et en utilisant une déclaration de transfert écrite portée au registre des actions.

(3) Tout actionnaire désirant obtenir des certificats d'actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite également au registre des actions.

Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des actions, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui sera fixée par la Société, ceci jusqu'à qu'une autre adresse soit fournie par l'actionnaire. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actions par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse qui pourra être fixée par la Société.

(4) Lorsqu'un actionnaire peut justifier à la Société que son certificat d'actions a été égaré ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir. Dès l'émission du nouveau certificat sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original n'aura plus aucune valeur.

Les certificats d'actions endommagés peuvent être annulés et échangés par la Société.

La Société peut à son gré mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat ainsi que toutes les dépenses justifiées encourues par la Société en relation avec l'émission et l'inscription au registre ou avec la destruction de l'ancien certificat.

(5) S'il y a plusieurs propriétaires par action, le premier nommé est à considérer comme représentant de tous les propriétaires et sera traité comme propriétaire pour tous les besoins, y inclus sans limitation le droit de recevoir des communications de la part de la Société.

(6) La Société peut décider mais n'est pas requis d'émettre des actions en coupures. Les actions en coupures ne donnent pas le droit de vote mais le propriétaire a le droit de participer dans la valeur net des actifs de la Société au prorata.

Art. 7. Emission et vente des actions; Actions convertibles.

Le conseil d'administration est autorisé à tout moment et sans limitation à émettre des actions supplémentaires, entièrement libérées, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription.

Le conseil d'administration peut imposer des restrictions concernant la fréquence d'émission des actions à l'intérieur de chaque compartiment; le conseil d'administration peut, en particulier, décider que les actions à l'intérieur d'un compartiment quelconque sont à émettre uniquement au cours d'une ou plusieurs périodes d'offres ou selon une périodicité telle que prévue dans les documents de vente des actions.

Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix par action offerte sera égal à la valeur nette de cette action du compartiment pertinent telle qu'elle est définie à l'article 12 des présents statuts au Jour d'Evaluation (défini à l'article 13 ci-inclus) et déterminée par les règles du conseil d'administration déterminées de temps en temps. Ce prix sera majoré d'un pourcentage estimatif des frais et des dépenses que la Société supportera lors de l'investissement des produits de l'émission et de l'acquittement des commissions de vente, tel qu'approuvé ponctuellement par le Conseil d'Administration. Le prix ainsi déterminé sera payable dans une période déterminée par le Conseil d'Administration et qui ne saurait excéder dix jours ouvrables à compter du Jour d'Evaluation considéré.

La Société peut émettre des actions en contrepartie d'apports en nature de valeurs mobilières, conformément aux conditions requises par la loi luxembourgeoise, en particulier l'obligation de délivrer un rapport d'évaluation par le réviseur d'entreprises agréé. L'apport en nature doit être conforme à la politique d'investissement et aux restrictions d'investissement de la Société.

Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur, directeur, conseiller ou autre fondé de pouvoirs de la Société, dûment autorisés à cette fin, la charge d'accepter les souscriptions et de recevoir en paiement le prix des actions nouvelles à émettre et de les délivrer.

Le conseil d'administration peut accepter des souscriptions à libérer immédiatement ou par acomptes.

Art. 8. Rachat des actions.

Chaque actionnaire a le droit de demander à tout moment à la Société qu'elle lui rachète tout ou partie des actions qu'il détient, conformément aux clauses établies par le conseil d'administration dans les documents de vente d'actions, tout en respectant les limitations issues de la loi du 30 mars 1988 et des présents statuts.

Le prix de rachat des actions devra être acquitté durant une période telle que définie par le conseil d'administration dans les documents de vente des actions, conformément aux règles établies ponctuellement par le conseil d'administration, pourvu que les certificats d'actions, s'il y a lieu, et les documents aient été reçus par la Société.

Le prix de rachat d'une action, suivant le compartiment dont elle relève, sera égal à sa valeur nette, telle que cette valeur est déterminée pour chaque catégorie d'actions à l'article 12 des présents statuts. Le prix de rachat sera réduit de tels frais et commissions de rachat que les documents de vente des actions énonceront. Le conseil d'administration pourra décider que le prix de rachat sera arrondi à l'unité supérieure ou inférieure la plus proche de la monnaie considérée.

Si, suite à une demande de rachat, le nombre ou la valeur d'actif nette totale des actions détenues par un actionnaire dans un compartiment descend en dessous tel chiffre ou telle valeur que le conseil d'administration aura déterminé(e), la Société pourra imposer à cet actionnaire le rachat de la totalité des actions qu'il détient dans le compartiment considéré.

En outre, si à une date donnée, les demandes de rachats au titre du présent article et celles de conversion faites au titre de l'article 9 ci-après devaient excéder un certain niveau tel que fixé par le conseil d'administration par rapport au nombre d'actions émises à l'intérieur d'un compartiment déterminé, le conseil d'administration pourra décider que le rachat ou la conversion de tout ou partie de ces actions sera reporté(e) pour un certain temps et conformément aux règles qu'il aura établies. De telles demandes de conversion ou de rachat seront dès lors traitées le Jour d'Evaluation suivant la période considérée, en priorité à toute autre demande de conversion ou de rachat reçue après ledit Jour d'Evaluation.

Dans le cas où, pour quelque raison que ce soit, la valeur des actifs nets à l'intérieur de l'un quelconque des compartiments est descendue jusqu'à un niveau défini par le conseil d'administration comme le niveau minimum en deçà duquel un tel compartiment ne peut plus être géré de façon rentable, ou en cas de changement politique ou économique substantiel, ou pour des raisons de rationalisation économique, le conseil d'administration peut décider de racheter toutes les actions du compartiment considéré à leur valeur d'actif net par action (en prenant en considération les prix réels de liquidations des investissements et les frais de liquidation) calculée au Jour d'Evaluation auquel une telle décision prendra effet. La Société devra respecter un délai de préavis, vis-à-vis des actionnaires du compartiment considéré, d'au moins trente jours antérieurement au Jour d'Evaluation auquel le rachat prendra effet. Les porteurs nominatifs devront être notifiés par écrit.

Enfin, il pourra être procédé à un rachat d'actions conformément aux dispositions du présent article 8.

Toutes actions rachetées par la Société seront annulées.

Art. 9. Conversion des actions.

Sauf lorsque des restrictions particulières sont décidées par le conseil d'administration et mentionnées dans les documents de vente des compartiments, chaque actionnaire a le droit de passer d'un compartiment à un autre et de demander la conversion des actions qu'il détient au titre d'un compartiment donné en actions relevant d'un autre compartiment.

La conversion des actions d'un compartiment à un autre se fait sur la base de la valeur nette respective des actions concernées, établie le même jour d'évaluation, et compte tenu des frais de ventes applicables aux compartiments considérés.

Si, suite à une demande de conversion, le nombre ou la valeur nette totale des actions détenues par un actionnaire d'un compartiment quelconque devait tomber en dessous de tel nombre ou de telle valeur déterminés par le conseil d'administration, la Société pourrait décider que cette demande devra être traitée comme une demande de conversion de l'intégralité des actions détenues par ledit actionnaire dans ledit compartiment.

Le conseil d'administration pourra fixer telles restrictions qu'il estimera nécessaires à la fréquence, aux conditions et aux modalités des conversions et il pourra les soumettre au paiement des frais et commissions qu'il fixera.

Toutes actions converties en actions d'un autre compartiment seront annulées.

Art. 10. Restrictions à la propriété des actions.

La Société pourra restreindre ou interdire l'accession à la propriété de ses actions à certaines personnes, physiques ou morales, si à son sens, une telle accession à la propriété pouvait s'avérer préjudiciable à la Société, si elle pouvait aboutir à une violation de la loi ou des règlements tant luxembourgeois qu'étrangers, ou si, consécutivement à une telle accession à la propriété, la Société devait passer sous l'empire de lois autres que celles du Grand Duché du Luxembourg (notamment les lois fiscales).

Plus particulièrement, elle pourra limiter ou interdire la propriété d'actions à des personnes physiques ou morales et à des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique, tels que définis ci-après. A cet effet:

A) La Société pourra refuser l'émission d'actions ou l'inscription d'un transfert d'actions, lorsqu'il apparaît que cette émission ou ce transfert auraient ou pourraient avoir pour conséquence d'attribuer la propriété de l'action à un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique; et

B) La Société pourra demander à toute personne figurant au registre des actionnaires, ou à toute autre personne qui demande à faire inscrire un transfert d'actions, de lui fournir tous renseignements et certificats qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces actions appartiennent ou vont appartenir en propriété effective à des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique; et

C) La Société pourra procéder au rachat forcé s'il apparaît qu'un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique, soit seul, soit ensemble avec d'autres personnes, est le propriétaire d'actions de la Société. Dans ce cas, la procédure suivante sera appliquée:

1.) La Société enverra un préavis (appelé ci-après «l'avis de rachat») à l'actionnaire possédant les titres ou apparaissant au registre comme étant le propriétaire des actions; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, le prix de rachat à payer et l'endroit où ce prix sera payable. L'avis de rachat peut être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au registre des actions.

L'actionnaire en question sera obligé de remettre sans délai le ou les certificats représentant les actions spécifiées dans l'avis de rachat.

Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être le propriétaire des actions spécifiées dans l'avis de rachat; s'il s'agit d'actions nominatives, son nom sera rayé du registre; s'il s'agit d'actions au porteur, le ou les certificats représentatifs de ces actions seront annulés dans les livres de la Société.

2.) Le prix auquel les actions spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées (le «prix de rachat»), sera égal à la valeur nette des actions de la Société, valeur déterminée conformément à l'article 12 des présents statuts.

3.) Le paiement sera effectué en la devise que déterminera le conseil d'administration; le prix sera déposé par la Société auprès d'une banque, à Luxembourg ou ailleurs, spécifiée dans l'avis de rachat, qui le transmettra à l'actionnaire en question contre remise du ou des certificats indiqués dans l'avis de rachat.

Dès après le paiement du prix dans ces conditions, aucune personne intéressée dans les actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra faire valoir de droit à l'égard de ces actions ni ne pourra exercer aucune action contre la société et ses avoirs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme étant le propriétaire des actions, de recevoir le prix déposé (sans intérêts) à la banque contre remise des certificats.

4.) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés au présent article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé pour le motif qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne, ou qu'une action appartenait à une autre personne que ne l'avait admis la Société en envoyant l'avis de rachat, à la seule condition que la Société exerce ses pouvoirs de bonne foi; et

D) La Société pourra refuser, lors de toute assemblée d'actionnaires, le droit de vote à toute personne qui est déchue du droit d'être actionnaire de la Société.

Le terme «ressortissant des Etats-Unis d'Amérique» tel qu'il est utilisé dans les présents statuts signifiera tout ressortissant, citoyen ou résident des Etats-Unis d'Amérique ou d'un de leurs territoires ou possessions sous leur juridiction, ou des personnes qui y résident normalement (y inclus la succession de toutes personnes ou sociétés ou associations y établies ou organisées).

Art. 11. Fermeture et Fusion des compartiments.

Dans le cas où la valeur des actifs d'un des compartiments descendait jusqu'à un niveau défini par le conseil d'administration comme le niveau minimum en deçà duquel un tel compartiment ne peut plus être géré de façon rentable, ou en cas de changement politique ou économique substantiel ayant des conséquences négatives sur les investissements de ce compartiment, le conseil d'administration pourra décider de procéder au rachat obligatoire de toutes les actions de ce compartiment à leur valeur d'actif net en date du Jour d'Evaluation, date à laquelle cette décision prendra effet (en tenant compte des prix et frais réels supportés lors de la réalisation des investissements). Avant la date de réalisation du rachat forcé, la Société devra envoyer un préavis aux actionnaires du compartiment concerné. Ce préavis devra indiquer les raisons d'un tel rachat forcé, ainsi que les procédures qui seront suivies. Sauf disposition contraire édictée dans l'intérêt des actionnaires ou afin de maintenir une égalité de traitement entre eux, les actionnaires d'un compartiment concerné par une décision de rachat forcé pourront continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions conformément aux dispositions insérées par le conseil d'administration dans les documents de vente, et ce, sans frais (mais en tenant compte des prix réels et des dépenses engagées lors de la réalisation des investissements) et jusqu'à la date d'entrée en vigueur du rachat forcé.

Nonobstant les pouvoirs accordés au précédent alinéa, et sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires d'un compartiment est autorisée à procéder au rachat de toutes les actions dudit compartiment et de rembourser aux actionnaires la valeur d'actif net des actions concernées (en tenant compte des coûts et des frais réels engagés pour la réalisation des investissements) calculée au Jour d'Evaluation auquel une telle décision viendrait à entrer en vigueur. Aucun quorum n'est requis lors de la tenue d'une telle assemblée générale et les décisions seront prises à la majorité simple des personnes présentes ou représentées.

Les biens qui n'auront pas été remis à leurs propriétaire lors du rachat seront remis au Séquestre pour une période de six mois à compter du rachat. Suite à cette période, les biens seront déposés à la «Caisse des Consignations» pour le compte de leurs propriétaires. Toutes les actions rachetées seront annulées.

Dans les circonstances telles que décrites à l'alinéa premier du présent article, le conseil d'administration aura la possibilité de transférer les actifs d'un compartiment vers un autre compartiment au sein de la Société ou vers les actifs d'une autre SICAV luxembourgeoise créée conformément à la partie I de la Loi, ou vers les actifs d'un compartiment d'une telle autre SICAV (le «nouveau compartiment») et requalifier ces actions d'actions d'une ou plusieurs nouvelle(s) classe(s) d'actions (débouchant sur un fractionnement ou une fusion, si nécessaire, et un paiement aux actionnaires du

montant total des fractions d'actions qu'ils détiennent). La publication d'une telle décision sera identique à celle décrite ci-dessus au premier alinéa du présent article; (toutefois, cette publication devra en outre indiquer les caractéristiques du nouveau compartiment). Tout actionnaire du compartiment concerné a la possibilité de demander le rachat ou la conversion sans frais des actions qu'il détient dans le mois qui précède la date d'entrée en vigueur de la fusion.

'Nonobstant les pouvoirs conférés au conseil d'administration, par le précédent alinéa, l'assemblée générale des actionnaires d'un compartiment peut décider de fusionner plusieurs compartiments au sein de la Société. Dans ce cas, seul un vote à la majorité simple des actionnaires de chaque compartiment impliqué dans la fusion est requis. Il n'y aura pas d'obligation de quorum durant lesdites assemblées générales. Les décisions y seront adoptées à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

L'apport des biens et obligations d'un compartiment à une autre SICAV, tel que mentionné au cinquième alinéa du présent article, ou à un autre compartiment d'une telle SICAV, devra être approuvé par une l'assemblée générale des actionnaires du compartiment considéré. Une telle assemblée statuera à la majorité des deux tiers des actions présentes ou représentées et devra réunir un quorum de 50% des actions émises et en circulation. Dans l'hypothèse où une telle fusion devait intervenir avec une SICAV luxembourgeoise de type contractuel (fonds commun de placement) ou avec une SICAV d'un autre pays, les décisions prises par l'assemblée générale ne s'appliqueront qu'aux actionnaires qui auront voté en faveur de la fusion.

La publication d'une telle décision sera identique à celle décrite ci-dessus au premier alinéa du présent article (toutefois, cette publication devra en outre indiquer les caractéristiques du fonds commun de placement). Tout actionnaire du compartiment concerné a la possibilité de demander le rachat ou la conversion sans frais des actions qu'il détient dans le mois qui précède la date d'entrée en vigueur de la fusion.

Art. 12. Calcul de la valeur nette des actions.

La valeur nette d'une action sera exprimée dans la monnaie de référence (telle que définie dans les documents de vente d'actions) du compartiment concerné, par un chiffre obtenu en divisant au Jour d'Évaluation défini à l'article 13 des présents statuts, les avoirs nets du compartiment concerné, qui est la valeur de la partie de l'actif moins la partie du passif attribuable à ces actions, par le nombre d'actions émises au titre de ce compartiment.

Le conseil d'administration pourra décider que la valeur nette d'une action sera arrondie à l'unité supérieure ou inférieure la plus proche de la monnaie considérée. Si, depuis le jour de l'évaluation de la valeur nette d'une action, il y a eu un changement matériel dans les cotations des marchés financiers sur lesquels une partie substantielle des investissements imputables aux actions concernées sont négociés ou cotés, la Société pourra, dans le but de sauvegarder les intérêts de ses actionnaires, annuler la première évaluation et en entreprendre une seconde.

L'évaluation des avoirs nets des différents compartiments se fera de la manière suivante.

1. Les avoirs de la Société comprendront:

(a) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts échus et les intérêts courus;
(b) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été touché);

(c) tous les titres, parts, actions, obligations, droits d'option ou de souscription et autres investissements et valeurs mobilières qui sont la propriété de la Société;

tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en avoir connaissance (la Société pourra toutefois faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droits);

tous les intérêts échus produits par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;

les frais d'établissement de la Société dans la mesure où ils n'ont pas été amortis;

tous les autres avoirs de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

2. La valeur de ces avoirs sera déterminée de la façon suivante:

la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs;

la valeur de toutes valeurs mobilières qui sont négociées ou cotées à une bourse sera déterminée suivant le dernier cours disponible sur la bourse qui est habituellement le lieu principal de cotation de telles valeurs;

la valeur de toutes valeurs mobilières qui sont négociées à d'autres marchés organisés est basée sur le dernier prix disponible;

dans la mesure où des valeurs mobilières en portefeuille ne sont pas négociées ou cotées à une bourse ou à un autre marché organisé ou, si pour des valeurs cotées ou négociées à une bourse ou à un autre marché organisé, le prix déterminé conformément aux dispositions sub b) ou c) ci-dessus n'est pas représentatif de la valeur réelle de ces valeurs mobilières, celles-ci seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation, laquelle sera estimée avec prudence et bonne foi.

Toutes les autres valeurs mobilières et avoirs seront évalués sur base de la valeur probable de réalisation, laquelle sera estimée avec prudence et bonne foi.

La valeur de tous les biens et dettes non exprimée dans la monnaie de référence d'un compartiment sera convertie dans ladite monnaie de référence selon les derniers cours donnés par l'une quelconque des banques les plus importantes. Si de tels cours ne sont pas disponibles, le taux de conversion sera déterminé de bonne foi selon les procédures établies par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra, à sa discrétion, permettre l'utilisation de quelque autre méthode d'évaluation, s'il considère que cette méthode reflète mieux la valeur de l'ensemble des avoirs de la Société.

3. Les engagements de la Société comprendront: (a) tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles; (b) tous les intérêts échus sur les prêts contractés par la Société (y compris les frais d'engagement échus relatifs à ces prêts);

(c) tous les frais d'administration, échus ou dus, y compris la rémunération des dépositaires et autres mandataires et agents de la Société;

toutes les obligations connues échues ou non échues;

une réserve appropriée pour impôts sur le capital et sur le revenu, courus jusqu'au Jour d'Evaluation et fixée par le conseil d'administration ainsi que d'autres réserves autorisées ou approuvées par le conseil d'administration;

tous autres engagements de la Société de quelque sorte et nature que ce soit, traduits en respectant les principes comptables généralement utilisés. Lors de la détermination du montant de ces engagements, la Société prendra en considération toutes les dettes exigibles de la Société, lesquelles comprendront les dépenses de formation, les honoraires dus à ses conseils en investissements, les honoraires et frais dus à ses comptables, dépositaires et ses correspondants, ses fondés de pouvoirs, aux fins de domiciliation, d'administration, d'enregistrement, de transfert, à ses agents de change, à ses agents payeurs, à ses distributeurs et représentants permanents à ses lieux d'enregistrement, ainsi que tout autre personne employée par la Société, la rémunération de ses administrateurs et leurs raisonnables faux-frais, les frais d'assurance et les frais raisonnables de déplacement liés aux réunions du conseil d'administration, les frais et dépenses liés à des prestations de services en matière juridique et d'audit, tous les frais et dépenses liés à l'enregistrement et le maintien dudit enregistrement de la Société auprès des administrations gouvernementales ou des marchés boursiers au Grand Duché de Luxembourg et dans tout autre pays, les frais de rapports et de publication, y inclus le coût de préparation, d'impression, de publicité, et de distribution des statuts, des notes explicatives, des rapports périodiques, ou des déclarations d'enregistrement, et le coût de tout rapport aux actionnaires, toutes taxes, tous droits, frais gouvernementaux ou similaires, et toutes les autres charges d'exploitation, y inclus le coût d'achat et de vente des avoirs, les intérêts et toutes autres dépenses de banque et d'agents de change, de poste, de téléphone, et de télex. La Société pourra prendre en compte les charges administratives et toutes autres dépenses à caractères régulier et récurrent à partir d'une base estimative rapportée à l'année ou à toute autre période pro rata temporis.

4. Les avoirs seront alloués de la façon suivante:

Le conseil d'administration ordonnera chaque compartiment de la façon suivante:

lorsqu'un avoir découle d'un autre avoir, ce dernier avoir sera attribué, dans les livres de la Société, au même compartiment auquel appartient l'avoir dont il découle, et à chaque réévaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée au compartiment auquel cet avoir appartient;

(b) lorsque la Société supporte un engagement qui est en relation avec un avoir d'un compartiment déterminé ou avec une opération effectuée en rapport avec un avoir d'un compartiment déterminé, cet engagement sera attribué à ce compartiment;

au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut pas être attribué à un compartiment déterminé, cet avoir ou engagement sera attribué à tous les compartiments au prorata des valeurs nettes des actions émises au titre des différents compartiments; étant entendu que tous les engagements, quel que soit le compartiment auquel ils sont attribués, engageront la Société tout entière, sauf accord contraire avec les créanciers;

à la suite du paiement de dividendes à des actions de distribution relevant d'un compartiment donné, la valeur d'actif net de ce compartiment attribuable à ces actions de distribution sera réduite du montant de ces dividendes, conformément aux dispositions du présent article.

Toutes les règles et méthodes d'évaluation devront être interprétées et mises en conformité avec les principes comptables généralement employés.

Sauf cas de mauvaise foi, faute lourde ou erreur manifeste, chaque décision prise lors du calcul de la valeur d'actif net par le conseil d'administration, une banque, une société, ou toute autre organisation que le conseil d'administration aura désignée aux fins de calculer la valeur d'actif net, sera définitive et engagera la Société ainsi que ses actionnaire présents, passés et futurs.

Pour les besoins de cet article:

chaque action de la Société qui sera en voie d'être rachetée suivant l'article 9 des présents statuts, sera considérée comme action émise et existante jusqu'à la clôture du jour déterminé par le conseil d'administration lors du Jour d'Evaluation s'appliquant au rachat de cette action et son prix sera, à partir de ce jour et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considéré comme engagement de la Société;

chaque action à émettre pour la Société en conformité avec des demandes de souscription reçues, sera traitée comme étant émise à partir du jour déterminé par le conseil d'administration au Jour d'Evaluation lors duquel son prix d'émission a été déterminé, et, à compter de cette date jusqu'à ce qu'il ait été reçu par elle, son prix sera traité comme un montant dû à la Société;

tous investissements, soldes en espèces ou autres avoirs de la Société exprimés autrement qu'en la devise respective de chaque compartiment seront évalués en tenant compte du ou des taux de change en vigueur à la date et à l'heure de la détermination de la valeur nette des actions; et lorsque, au Jour d'Evaluation, la Société a contracté en vue d'acheter un avoir, le montant à payer pour un tel avoir devra ressortir comme une dette de la Société et la valeur de l'avoir objet d'un tel achat devra apparaître à l'actif de la Société;

vendre un avoir, le montant du prix à recevoir au titre de cet avoir devra être considéré comme un bien de la Société, et ledit avoir ne devra plus figurer à son actif,

à condition cependant que si la nature ou le montant exacts d'un tel avoir ou prix ne sont pas connus au Jour d'Evaluation, ceux-ci seront estimés par la Société.

Art. 13. Fréquence et suspension temporaire du calcul de la valeur nette des actions, des émissions, rachats et conversions d'actions.

La valeur nette des actions sera déterminée périodiquement par la Société (ou tout mandataire par elle désigné), à la fréquence que le conseil d'administration décidera et en aucun cas moins de deux fois par mois ainsi que chaque fois que le conseil d'administration approuvera la fixation du prix d'une émission ou d'un rachat d'actions, pour autant que cela soit conforme aux lois et règlements applicables (chaque tel jour ou moment du calcul de la valeur nette d'inventaire des avoirs étant désigné dans les présents statuts comme «jour d'Évaluation»).

La Société peut suspendre le calcul de la valeur nette des actions et l'émission de ses actions, lors de la survenance des circonstances suivantes:

lorsqu'un ou plusieurs marchés boursiers, formant la base d'évaluation d'une partie importante des avoirs de la Société d'un ou de plusieurs compartiments donnés, sont fermés pour des raisons autres que des congés réguliers, ou lorsque les transactions y sont suspendues ou soumises à des restrictions;

lorsque la situation politique, économique, militaire, monétaire, sociale, ou lorsque toute autre situation d'urgence, coupure des moyens de communication ou, d'une manière générale, tout événement de force majeure, échappant à la responsabilité ou au pouvoir de la Société, rend celle-ci dans l'impossibilité de disposer de tout ou partie des avoirs d'un ou de plusieurs compartiments donnés;

lorsque la valeur d'un quelconque placement de la Société ne peut pas être connue ou déterminée avec suffisamment de célérité ou d'exactitude, pour quelque raison que ce soit;

lorsque des restrictions de change ou de mouvements de capitaux empêchent le conseil d'administration de rapatrier des fonds pour effectuer des paiements à la suite de rachats d'actions, ou lorsque d'une manière générale des transactions pour compte de la Société ou des opérations d'achat ou de vente de tout ou partie des avoirs d'un ou de plusieurs compartiments donnés ne peuvent, de l'avis du conseil d'administration, être réalisés à des taux de change normaux;

dès la publication de l'avis de réunion de l'assemblée générale des actionnaires convoquée en vue de délibérer sur la dissolution de la Société;

lorsque pour quelque raison que ce soit les prix des investissements ne peuvent pas être établis rapidement et avec certitude;

suite à une décision de dissolution ou de liquidation de la Société ou d'un ou plusieurs compartiments.

Chaque suspension devra, si cela s'avère approprié, faire l'objet d'une publication par la Société et pourra être notifiée aux actionnaires ayant fait une demande de souscription d'actions à propos desquelles la calcul de la valeur d'actif net a été suspendue.

Titre III. Administration et Surveillance de la société

Art. 14. Administrateurs.

La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et six au plus, actionnaires ou non. La durée du mandat d'administrateur est de six ans au maximum. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre. Le conseil d'administration fixe les émoluments des administrateurs sous réserve de l'avis concordant des actionnaires réunis en assemblée générale. La durée du mandat des administrateurs est de trois ans maximum renouvelables.

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale à la majorité des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif ou être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance, les administrateurs restants convoqueront une assemblée générale des actionnaires aux fins de pourvoir au poste vacant. Les administrateurs restants pourront désigner un administrateur à la majorité afin de pourvoir temporairement au poste resté vacant jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale des actionnaires qui devra ratifier leur choix.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle pourra désigner une personne physique au travers de laquelle elle exercera ses devoirs d'administrateur.

Art. 15. Réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Il peut également désigner un ou plusieurs vice-président et choisir un secrétaire qui ne fait pas obligatoirement partie du conseil et qui établira et conservera les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées générales des actionnaires. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou, à son défaut, de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, à l'endroit désigné dans les avis de convocation.

Le président dirigera les réunions du conseil d'administration ainsi que les assemblées des actionnaires. En son absence, les actionnaires ou les administrateurs désigneront à la majorité un autre administrateur, ou, en cas d'assemblée générale, toute autre personne, afin de présider lesdites réunions et assemblées.

Le conseil d'administration peut désigner tout dirigeant, y compris le directeur général et autant de directeurs généraux adjoints ainsi que tous autres fondés de pouvoirs que la Société jugera nécessaires pour le fonctionnement et la direction de la Société. Le conseil d'administration pourra révoquer de telles nominations à tout moment. Les fondés de pouvoirs ne seront pas nécessairement des administrateurs ou des actionnaires de la Société. Les fondés de pouvoirs auront les droits et obligations qui leur auront été conférées par le conseil d'administration.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télégraphe, télégramme, télex ou télécopie de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion se tenant à une heure et dans un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télégraphe, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur pourra participer à une réunion du Conseil d'Administration par téléconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant à toute personne prenant part à la réunion d'entendre chacune des autres. La participation à une réunion par ces moyens est considérée comme étant équivalente à une participation en personne.

Les administrateurs ne pourront agir qu'au travers de réunions du conseil d'administration dûment convoquées. L'un quelconque des administrateurs ne saurait engager la Société par sa seule signature, sauf en cas d'autorisation expresse et spéciale du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer et agir que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. A cet égard, en cas de partage des voix, le président de la réunion aura voix prépondérante.

Les décisions du Conseil d'Administration feront l'objet de procès-verbaux et seront signés par le président de la réunion. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président ou deux administrateurs.

Les votes par correspondance, approuvés et signés par tous les administrateurs auront le même effet que ceux intervenus au cours des réunions du conseil d'administration; chaque administrateur devra procéder à son vote par écrit, télégraphe, télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble de ces documents formera le procès-verbal de réunion qui attestera du vote intervenu.

Les administrateurs sont révocables, avec ou sans juste motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du Conseil d'Administration présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence, les actionnaires ou les administrateurs désigneront à la majorité des présents un autre administrateur pour assumer temporairement la présidence desdites assemblées et réunions.

Art. 16. Pouvoirs du conseil d'administration.

Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Art. 17. Engagement de la Société vis-à-vis des tiers.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la seule signature de toutes personnes auxquelles pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Art. 18. Délégation de pouvoirs.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société (y compris le pouvoir d'engager la Société vis-à-vis des tiers), et ses pouvoirs d'actions relatifs aux règlements et à l'objet social, soit à une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs et qui auront les pouvoirs que le conseil d'administration leur aura donnés, et notamment celui de sous-déléguer leurs pouvoirs. Si une telle délégation est faite à un administrateur, le conseil d'administration devra avoir recueilli l'autorisation de l'assemblée des actionnaires.

Le conseil peut également conférer tous mandats spéciaux, par procuration authentique ou sous signatures privées.

Art. 19. Conseil en investissements.

Le conseil d'administration de la Société conclura une convention avec LEUMI FUND HOLDING (LUX) S.A., (le Conseil en Investissements), une société de droit luxembourgeois, aux termes de laquelle cette société assurera les fonctions de Conseil en Investissements par rapport à la politique d'investissement de la Société telle que définie à l'article 20 des présents statuts.

En particulier, le Conseil en Investissements identifiera et sélectionnera les opportunités de financement, donnera conseil à propos de leur achat, gestion et vente conformément aux lignes directrices qui auront été élaborées par le conseil d'administration selon les règles établies à l'article 21, et supervisera l'évolution du portefeuille de la Société.

Le conseil d'administration pourra remplacer le Conseil en Investissements conformément aux dispositions de la convention de conseil qui aura été passée entre la Société et ledit conseil.

Art. 20. Politique d'investissement.

Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique et les stratégies d'investissement de la Société, ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement prévues par les lois et règlements ou celles établies par le conseil d'administration dans les documents de vente. Toutefois, le conseil d'administration aura le pouvoir de modifier ces restrictions inscrites dans les documents de vente sans recours au vote des actionnaires si, (i) une telle modification est recommandée par le Conseil en Investissements et (ii) le conseil d'administration établit que de telles restrictions, telles que modifiées, sont compatibles avec l'objet premier de la Société, à savoir, l'investissement de fonds disponibles en valeurs mobilières de toutes sortes et en autres avoirs autorisés par la loi du 30 mars 1988, tout en répartissant les risques d'investissement et en faisant bénéficier ses actionnaires des produits de la gestion de ses portefeuilles. En outre, le conseil d'administration pourra, sans vote des actionnaires, approuver des transactions qui dérogeraient à de telles restrictions ou d'autres règlements de la Société.

Sous réserve de ces restrictions, le conseil d'administration pourra décider que les investissements seront faits:

en valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre marché réglementé qui fonctionne de façon régulière et qui est reconnu et ouvert (un «Marché Réglementé») situé sur le territoire de l'un des Etats membres de l'Union Européenne (EU);

en valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre Marché Réglementé situé à l'intérieur de tout autre pays de l'Europe de l'ouest ou de l'est, de l'Asie, l'Océanie, le continent Américain ou de l'Afrique;

en valeurs mobilières récemment émises, pourvu que les conditions d'émission disposent qu'une demande d'admission à la cote officielle de l'un quelconque des bourses de valeurs ou Marchés Réglementés cités supra sera faite et qu'une telle admission intervienne dans l'année de l'émission;

en respectant le principe de répartition des risques et jusqu'à 100% de l'actif net de chaque compartiment, en valeurs mobilières émises ou garanties par un Etat membre de l'U.E., par ses collectivités locales, par tout autre Etat membre de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE) ou par une organisation internationale de droit public dont un ou plusieurs Etats membres de l'U.E. sont membres, à condition que, si la Société décide de faire usage de la présente disposition, elle devra, pour le compte du compartiment, détenir des valeurs mobilières issues d'au moins six différentes émissions; et les valeurs mobilières issues de chaque émission ne devront pas représenter plus de 30% des actifs nets du compartiment considéré;

en actions d'un autre établissement de placement collectif, à condition que cet établissement soit une Société d'investissement à Capital Variable et soit lié à la Société par des moyens communs de direction ou de contrôle ou par une participation importante dans son capital. Les investissements dans les actions d'un tel établissement de placement collectif seront autorisées seulement si cet établissement, conformément à ses statuts, s'est spécialisé dans l'investissement dans une zone géographique ou un secteur économique déterminés et si les transactions relatives à de telles acquisitions ne font l'objet d'aucuns honoraires ni frais. En aucun cas un tel investissement ne saurait excéder 5% des avoirs d'un compartiment quelconque d'un tel organisme de placement collectif.

En toutes autres valeurs mobilières, instruments financiers ou autres avoirs, sous réserve des restrictions établies par le conseil d'administration conformément aux lois et règlements applicables.

La Société est autorisée (i) à employer des techniques et des instruments en relation avec les valeurs mobilières, à condition que de tels techniques et instruments soient utilisés pour les besoins d'une gestion efficiente des portefeuilles et (ii) à employer des techniques et instruments dont l'objet est de fournir une protection contre les risques de change dans le cadre de la gestion de ses avoirs et dettes, (iii) d'acheter des instruments financiers à terme et des options d'achats sur instruments financiers pour des raisons autres que de se couvrir.

Art. 21. Intérêt personnel des administrateurs.

Aucun contrat, ou autre transaction, entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y seront intéressés, ou en seront administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Un administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, d'associé, de fondé de pouvoirs ou d'employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, pas empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes questions relatives à un tel contrat ou opération.

Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en informera le conseil et il ne donnera pas d'avis ni ne votera sur une telle opération et cette opération, de même que tel intérêt personnel, seront portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le terme «intérêt personnel» tel qu'énoncé dans la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations intéressées ou non, aux postes, ou aux transactions concernant toute personne, société ou entité que le conseil d'administration pourra déterminer ponctuellement.

Art. 22. Indemnisation des administrateurs.

La Société pourra, dans les limites les plus grandes autorisées par la loi, indemniser toute personne qui est ou a été administrateur ou fondé de pouvoirs ainsi que leurs héritiers, exécuteurs testamentaires ou administrateurs légaux, des dépenses raisonnablement encourues par eux en relation avec toute action, procédure ou tout procès auxquels ils seront partie ou auront été impliqués en raison de la circonstance qu'ils sont ou ont été administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société, ou en raison du fait qu'ils l'ont été à la demande de la Société dans une autre société, dans laquelle la Société est actionnaire ou créancière, dans la mesure où ils ne sont pas en droit d'être indemnisés par cette autre entité, sauf relativement à des matières dans lesquelles ils seront finalement condamnés pour négligence grave ou mauvaise administration dans le cadre d'une pareille action ou procédure; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son conseil que la personne à indemniser n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit prédécrit à indemnisation n'exclut pas d'autres droits individuels dans le chef de ces personnes.

Art. 23. Surveillance de la Société - Bilan.

Les éléments de la situation patrimoniale de la Société seront soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprises qui sera nommé par l'assemblée générale des actionnaires et rémunéré par la Société.

Le réviseur d'entreprises devra remplir toutes les obligations prescrites par la loi du 30 mars 1988.

Le bilan de la Société sera exprimé en dollars américains (USD).

Titre IV. Assemblées générales

Art. 24. Représentation.

L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires de la Société. Ses décisions engageront tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 25. Assemblée générale annuelle.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être sur demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans la convocation le deuxième mardi du mois de janvier et pour la première fois le 11 janvier 2000.

Si ce jour est férié, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées générales d'actionnaires pourront être tenues aux lieux et dates prévus dans leurs avis de convocation respectifs.

L'assemblée générale annuelle pourra être tenue à l'étranger si, selon l'appréciation souveraine du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles imposent une telle délocalisation.

Les actionnaires de chaque compartiment peuvent être constitués en assemblée générale séparée dont l'ordre du jour ne saurait dépasser les questions strictement liées au compartiment considéré.

En particulier, l'affectation du solde bénéficiaire annuel d'un compartiment sera votée à la majorité simple par les actionnaires de ce compartiment.

L'assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration. L'avis de convocation devra comporter l'ordre du jour de l'assemblée et être envoyé au moins huit jours avant sa tenue à chaque actionnaire à l'adresse indiquée sur le registre des actionnaires. Il ne sera pas nécessaire d'attester lors de l'assemblée de l'envoi de tels avis de convocation aux actionnaires nominatifs. L'ordre du jour sera préparé par le Conseil d'Administration sauf dans le cas où l'assemblée aura été convoquée par demande écrite des actionnaires, auquel cas le Conseil d'Administration pourra préparer un ordre du jour complémentaire.

Dans la mesure où cela serait requis par la loi ou le Conseil d'Administration, la convocation à l'assemblée générale sera en outre publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, dans un ou plusieurs journaux du Luxembourg et dans tels autres journaux que le Conseil d'administration jugera opportuns.

Toutes les actions étant sous la forme nominative, la convocation des actionnaires devra être faite par lettre recommandée uniquement.

Si tous les administrateurs sont présents ou représentés et s'ils considèrent avoir été correctement convoqués et informés de l'ordre du jour, l'assemblée générale pourra alors se tenir sans convocation préalable.

Le Conseil d'Administration pourra déterminer toutes autres conditions que les actionnaires auront à remplir de façon à assister aux assemblées d'actionnaires.

Chaque action, quel que soit le compartiment dont elle relève et quelle que soit sa valeur nette dans le compartiment au titre duquel elle est émise, donne droit à une voix, conformément au droit luxembourgeois et aux présents statuts. Les actionnaires peuvent se faire représenter aux assemblées générales par des mandataires, actionnaires ou non, y compris des administrateurs de la Société, en leur conférant un pouvoir écrit.

Les affaires discutées dans chaque assemblée d'actionnaires seront limitées au seul ordre du jour (qui contiendra d'office toutes résolutions requises par la loi) et aux affaires induites par cet ordre du jour.

Sans toutefois pouvoir excéder cinquante jours, le Conseil d'Administration pourra fixer à l'avance une date référence précédant la date de toute assemblée d'actionnaires au jour de laquelle seront répertoriés les actionnaires devant être convoqués et ayant droit de vote à l'assemblée générale pressentie. A ce moment, seuls les actionnaires inscrits sur les registres de la Société au jour référence et seulement eux, disposeront du droit de vote et du droit à convocation et ce, nonobstant tout changement sur les registres d'actionnaires intervenu ultérieurement à la date référence telle que fixée comme ci-dessus.

Art. 26. Assemblées Générales d'Actionnaires dans un Compartiment.

Les actionnaires de l'un quelconque des compartiments pourront, à tout moment, tenir des assemblées générales sur toute matière ayant trait exclusivement aux affaires de ce compartiment.

Les dispositions de l'Article 25 seront applicables à ces assemblées générales.

Chaque action donne droit à une voix, conformément au droit luxembourgeois et aux présents statuts. Les actionnaires peuvent assister aux assemblées générales en personne ou s'y faire représenter par des mandataires, actionnaires ou non, y compris des administrateurs de la Société, en leur conférant un pouvoir écrit.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires d'un compartiment sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Art. 27. Quorum et conditions de majorité lors des Assemblées Générales de la Société.

Chaque action donne droit à une voix, conformément au droit luxembourgeois et aux présents statuts.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Art. 28. Année sociale - Comptes annuels et Rapports périodiques.

L'année sociale commence le premier novembre de chaque année et se termine le trente et un octobre de la même année. Par exception, le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le trente et un octobre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

En cas de compartiments différents, ainsi que prévu à l'Article 5 des présents statuts, et si les comptes à l'intérieur de tels compartiments sont tenus dans des monnaies différentes, ces comptes seront convertis en dollars américains et additionnés afin d'établir les comptes de la Société.

Art. 29. Répartition des bénéfices annuels.

Dans les limites établies par la loi, l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décidera de l'affectation des résultats. Les dividendes, s'il y en a, seront déterminés et répartis entre les actions en circulation à la date référence en matière de dividendes, telle que définie par le Conseil d'Administration s'il s'agit, d'acomptes sur dividendes ou par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, s'il s'agit de dividendes définitifs, et ils seront payés dans les deux mois de ladite détermination et répartition. Les dividendes pourront prendre la forme de versements en numéraire ou de paiements en nature tels que des actions de la Société et comprendront des montants qui pourront représenter des revenus, des plus-values, ou tout autre gain autorisé par la loi.

Conformément aux dispositions légales, le Conseil d'Administration pourra verser des acomptes sur dividendes. Le Conseil d'Administration fixera le montant et la date de paiement desdits acomptes. Le Conseil d'Administration pourra décider que les actions de fondateur seront des actions de capitalisation et que par conséquent aucun dividende ne leur sera jamais versé.

Titre V. Dispositions finales

Art. 30. Dépositaires des avoirs.

La Société passera une convention de dépôt avec une institution bancaire ou d'épargne telle que définie par la loi du 5 avril 1993 sur le secteur Financier (ci-après «le Dépositaire»).

Le Dépositaire remplira ses devoirs et obligations selon les termes de la loi du 30 mars 1988 sur les Organismes de placement collectif.

Si le Dépositaire désire se retirer, le Conseil d'Administration devra utiliser ses meilleurs efforts pour trouver un successeur dans les deux mois du préavis. Les administrateurs pourront mettre fin aux fonctions d'un Dépositaire mais ne pourront le renvoyer que si un successeur a déjà été désigné pour agir en son lieu et place.

Art. 31. Dissolution.

La Société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale, conformément aux conditions de majorité et de quorum établies à l'Article 34 des présents statuts.

La question de la dissolution de la Société doit être soumise par les administrateurs à l'assemblée générale lorsque le capital social est inférieur aux deux tiers du capital minimum fixé par la loi, soit l'équivalent en dollars américains de LUF 50.000.000,-, l'assemblée délibère sans conditions de présence et décide à la majorité simple des actions représentées à l'assemblée.

La question de la dissolution de la Société doit de même être soumise par le conseil d'administration à l'assemblée générale lorsque le capital social est inférieur au quart du capital minimum fixé par la loi, soit l'équivalent en dollars américains de LUF 50.000.000,-; dans ce cas, l'assemblée délibère sans conditions de présence et la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

La convocation doit se faire de façon que l'assemblée soit tenue dans un délai de quarante jours à partir de la constatation par le Conseil d'Administration que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum.

Art. 32. Liquidation.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Le produit net de liquidation de chaque compartiment sera distribué par les liquidateurs aux actionnaires de la catégorie d'actions correspondante, en proportion de la part leur revenant dans le total des avoirs nets du compartiment dont ces actions relèvent.

Art. 33. Modifications Statutaires.

Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale soumise aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi luxembourgeoise modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 34. Déclaration.

Les mots ayant un genre masculin comprennent aussi le genre féminin, et les mots signifiant personnes ou actionnaires incluent également les sociétés, les sociétés de personnes, les associations et autres groupes structurés de personnes morales ou non.

Art. 35. Loi Applicable.

Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses lois modificatives, ainsi qu'à la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un octobre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants susmentionnés déclarent souscrire les actions comme suit:

M. Meir Grosz	1 action
BANK LEUMI LE-ISRAEL (SUISSE)	19.999 actions
Total:	20.000 actions

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, a été estimé approximativement par les parties à la somme de 200.000,- LUF.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

Le nombre des administrateurs est fixé à 3 et celui des commissaires à 1.

Sont appelés aux fonctions d'administrateur.

- a) M. Guy Klément, vice-président, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich,
- b) M. Roland Wyss, directeur, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich,
- c) M. Meir Grosz, directeur général, Claridenstrasse 34, CH-8022 Zürich.

Est appelée aux fonctions de commissaire:

PricewaterhouseCoopers, 16, rue Eugène Ruppert, B.P. 1446, L-2010 Luxembourg.

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin immédiatement à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille.

Le siège social est fixé à Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, certifie que, à la demande des comparants, les présents statuts ont été rédigés en anglais, suivis d'une traduction française. Sur demande des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: H. Muller, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 6 janvier 1999, vol. 505, fol. 12, case 10. – Reçu 50.000 francs.

Le Releveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 janvier 1999.

J. Seckler.

(00679/231/1456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 1999.

CS RENTEN STRATEGIE, Anlagefonds.

VERTRAGSBEDINGUNGEN Januar 1999

Diese Vertragsbedingungen des Anlagefonds («Fonds commun de placement») CS RENTEN STRATEGIE, sowie deren zukünftige Änderungen, gemäss nachstehendem Artikel 15, regeln die Rechtsbeziehungen zwischen:

1) der Verwaltungsgesellschaft CS RENTEN STRATEGIE MANAGEMENT COMPANY, einer Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg, 5, rue Jean Monnet (in der Folge als «Verwaltungsgesellschaft» bezeichnet),

2) der DEPOTBANK CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., einer Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg, 56, Grand-rue,

3) den Zeichnern und Inhabern von CS RENTEN STRATEGIE Anteilen (in der Folge als «Anteilsinhaber» bezeichnet), welche durch Erwerb solcher Anteile diesen Vertragsbedingungen beitreten.

Art. 1. Der Fonds.

CS RENTEN STRATEGIE (in der Folge als «Fonds» bezeichnet) ist ein Anlagefonds unter dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg. Der Fonds stellt eine unselbständige Gemeinschaft der Anteilsinhaber an Wertpapieren und anderen Vermögenswerten dar. Innerhalb des Fonds können jederzeit einzelne Subfonds aufgelegt werden, in welchen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zusammengeschlossen sind, welche sich auf jeweils spezifische Anteils-kategorien beziehen (nachfolgend ebenfalls als «Anteil an einem Subfonds» bezeichnet). Der Fonds besteht aus der Gesamtheit der jeweiligen Subfonds. Auch ist innerhalb jedes Subfonds die Ausgabe von verschiedenen Anteilstranchen, so ausschüttende Anteile oder thesaurierende Anteile erlaubt. Der Fonds wird im Interesse der Anteilsinhaber von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet. Das Fondsvermögen wird von der Depotbank gehalten und ist von dem der Verwaltungsgesellschaft getrennt.

Die Subfonds werden durch gesonderte, in einer Zusatzerklärung zu den Vertragsbedingungen aufgeführte Namen bezeichnet. Es wird ebenfalls für jeden einzelnen Subfonds eine Referenzwährung und Anlagestrategie in der Zusatzerklärung festgelegt.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.

Der Fonds wird für die Anteilsinhaber von der Verwaltungsgesellschaft, welche ihren Sitz in Luxemburg hat, verwaltet.

Die Verwaltungsgesellschaft ist mit den weitgehendsten Rechten, jedoch unter den Beschränkungen des nachstehenden Artikels 4, zur Verwaltung des Fonds für die Anteilsinhaber ausgestattet; sie ist insbesondere berechtigt, jegliche Wertpapiere zu kaufen, zu verkaufen, zu zeichnen, zu tauschen und in Empfang zu nehmen, sowie sämtliche Rechte auszuüben, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen des Fonds zusammenhängen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft bestimmt die Anlagerichtlinien der Subfonds nach Massgabe der im nachfolgenden Artikel 4. festgelegten Anlagepolitik und Beschränkungen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft darf sowohl einen Anlageausschuss, welcher aus Mitgliedern des Verwaltungsrats bestehen kann, als auch andere Personen als Anlageberater hinzuziehen.

Der Verwaltungsrat kann ebenfalls Geschäftsführer oder Angestellte mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik sowie der Verwaltung des Fondsvermögens beauftragen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann generell zugunsten des Fonds Informationsdienste, Beratung und andere Dienstleistungen in Anspruch nehmen.

Art. 3. Die Depotbank.

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts mit Sitz in Luxemburg, wurde als Depotbank bestellt.

Die Verwaltungsgesellschaft sowie die Depotbank können dieses Vertragsverhältnis mit einer Kündigungsfrist von 6 Monaten zu jedem beliebigen Zeitpunkt mittels schriftlicher Mitteilung der einen an die andere Partei beenden. Die Abberufung der Depotbank durch die Verwaltungsgesellschaft ist aber nur zulässig, wenn eine neue Depotbank die in diesen Vertragsbedingungen festgelegten Funktionen und Verantwortlichkeiten einer Depotbank übernimmt. Weiterhin hat auch nach Abberufung die Depotbank ihre Funktionen so lange wahrzunehmen, als es notwendig ist, um das gesamte Fondsvermögen an die neue Depotbank zu übertragen.

Im Falle einer Kündigung durch die Depotbank ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, innerhalb von 2 Monaten eine neue Depotbank zu ernennen, welche die Funktionen und Verantwortung der Depotbank gemäss diesen Vertragsbedingungen übernimmt. In diesem Fall bleibt ebenfalls die Depotbank so lange in Funktion, bis das Fondsvermögen an die neue Depotbank übertragen wurde.

Das Fondsvermögen, nämlich alle flüssigen Mittel und Wertpapiere, wird von der Depotbank für die Anteilsinhaber des Fonds gehalten. Die Depotbank kann mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft Banken und Finanzinstitute mit der Aufbewahrung von Wertpapieren, welche nicht üblicherweise in Luxemburg gehandelt werden, beauftragen. Die Depotbank kann Wertpapiere in Sammeldepots bei Depotstellen hinterlegen, welche die Depotbank mit Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft auswählt. Im Hinblick auf die Konten und Wertpapierdepots erfüllt die Depotbank die banküblichen Pflichten. Die Depotbank kann nur auf Auftrag der Verwaltungsgesellschaft und innerhalb des Rahmens dieser Vertragsbedingungen über das Fondsvermögen verfügen und für den Fonds Zahlungen an Dritte leisten. Ferner übt die Depotbank sämtliche in Artikel 17 des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehenen Funktionen aus.

Die Depotbank hat Anspruch aus dem Fondsvermögen auf nach dem Wert der deponierten Wertpapiere berechnete Depotgebühren, deren Höhe jeweils den banküblichen Sätzen entspricht. Die Depotbankkommission geht zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft.

Art. 4. Anlagepolitik.

Ziel des Fonds ist es, innerhalb der einzelnen Subfonds hauptsächlich einen hohen und stetigen Ertrag unter Berücksichtigung der Sicherung des Kapitals zu erreichen. Das Vermögen der Subfonds wird jeweils nach dem Grundsatz der Risikoverteilung in Obligationen, Notes, ähnlichen fest- oder variabel verzinslichen Wertpapieren (inklusive auf Diskontbasis begebenen Wertpapieren), Wandelobligationen, Wandelnotes, Optionsanleihen und Optionsscheinen auf Anleihen, welche an einer Börse oder einem geregelten Markt gehandelt werden, angelegt.

Ausserdem können sämtliche Subfonds, unter Berücksichtigung der nachfolgenden Anlagebegrenzungen, neben Direktanlagen Options- und Termingeschäfte tätigen.

Daneben dürfen für die Subfonds bei Banken kurzfristige Einlagen und Termineinlagen zur Aufrechterhaltung der Liquidität unterhalten werden. Die flüssigen Mittel der Subfonds sind im Prinzip in derjenigen Währung zu halten, welche als Referenzwährung der einzelnen Subfonds angegeben ist. Entsprechend den für den einzelnen Subfonds gültigen Anlagerichtlinien kann aber die Verwaltungsgesellschaft weitere Währungen bestimmen, in denen ein Subfonds anlegen kann.

Sämtliche Währungen, in welche der jeweilige Subfonds anlegen darf, gelten als Anlagewährungen.

Bis zu einem Drittel des Nettovermögens jedes Subfonds darf in anderen Währungen angelegt werden als jener, welche jeweils als Referenzwährung im Verkaufsprospekt für die einzelnen Subfonds angegeben ist. Der nicht gegen die Referenzwährung abgesicherte Teil dieser Anlagen darf 10 % des Nettovermögens des Subfonds nicht übersteigen.

Bis zu 10 % des jeweiligen Nettovermögens eines Subfonds können vorübergehend in Aktien, anderen Anlagen mit Eigenkapitalcharakter und Wertpapieren, die Dividendenansprüche verbriefen und aus der Ausübung von Wandel- und Bezugsrechten oder Optionen stammen, angelegt werden.

Vorbehaltlich der nachstehenden Anlagebeschränkungen darf der Fonds von Zeit zu Zeit Wertpapierleihgeschäfte («securities lending») tätigen.

Eine Bezugnahme auf «Euro» ist eine Bezugnahme auf die offizielle Währung der Mitgliedsstaaten der Europäischen Union, die sich jeweils an dieser Währung beteiligen.

Anlagebeschränkungen

Für die Anlagen eines jeden Subfonds gelten im übrigen folgende Bestimmungen:

1. Die Fondsanlagen dürfen ausschliesslich bestehen aus:

a) Wertpapieren, die an Börsen eines Mitgliedstaates der Europäischen Union («EU») zugelassen sind oder an einem anderen anerkannten und dem Publikum offenstehenden, regelmässig stattfindenden geregelten Markt eines EU-Mitgliedstaates gehandelt werden;

b) Wertpapieren, die an Börsen eines Staates, welcher nicht der EU angehört, oder an einem anderen anerkannten und dem Publikum offenstehenden, regelmässig stattfindenden geregelten Markt eines Staates, welcher nicht der EU angehört, gehandelt werden. Die Vertragsbedingungen erlauben Anlagen in Wertpapieren, welche an Börsen oder an anderen anerkannten und dem Publikum offenstehenden, regelmässig stattfindenden geregelten Märkten in Europa, Amerika, Asien, Afrika oder Ozeanien gehandelt werden;

c) Wertpapieren aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an Börsen oder an anderen geregelten anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden Märkten in einem der unter a) oder b) aufgeführten Staaten zu beantragen, und sofern diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erfolgt.

2. Abweichend von den in Ziffer 1. Absatz a), b) und c) festgesetzten Anlagebeschränkungen darf jeder Subfonds:

a) höchstens 10 % seines Nettovermögens in anderen als den in Ziffer 1. genannten übertragbaren Wertpapieren anlegen, wobei die unter Ziffer 2. Abs. d) aufgeführten Geldmarktpapiere hiervon ausgenommen sind;

b) höchstens 10 % seines Nettovermögens in verbrieften Rechten anlegen, welche ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können (insbesondere durch ihre Übertragbarkeit, Veräusserbarkeit und periodische Bewertbarkeit) und deren Restlaufzeit 12 Monate überschreitet.

c) Die unter Ziffer 2. Absatz a) und b) genannten Grenzen dürfen zusammen keinesfalls 10 % des Nettovermögens je Subfonds überschreiten.

d) Die Subfonds dürfen daneben auch flüssige Mittel und Festgelder in unterschiedlichen Währungen halten.

Ein Anteil von bis zu 49 % des Wertes des Nettovermögens jedes Subfonds darf in Bankguthaben, Geldmarktpapieren sowie in kurzfristigen Papieren wie zum Beispiel Schatzwechseln und Schatzanweisungen von Staaten, die Mitglieder der OECD sind, gehalten werden.

Die vorgenannten Papiere dürfen zum Zeitpunkt ihres Erwerbes durch den Fonds eine restliche Laufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

3. Jeder Subfonds darf sich gemäss nachfolgenden Bestimmungen der Instrumente (Kauf- und Verkaufsoptionen), und der Techniken (Ankauf und Verkauf auf Termin), die Wertpapiere oder Terminkontrakte auf Börsenindizes oder Obligationen zum Gegenstand haben, bedienen sowie Devisengeschäfte tätigen:

a) In diesem Zusammenhang darf jeder Subfonds Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere erwerben, wenn dadurch der Gesamt-Einstandspreis solcher Optionen 15 % des Nettovermögens des Subfonds (inklusive der Einstandspreise für Käufe von Call- und Put-Optionen, welche unter nachfolgenden Absätzen e), f), g) aufgeführt sind) nicht überschreitet.

b) Jeder Subfonds darf weiterhin Call-Optionen verkaufen, wenn er entweder im Besitz der zugrundeliegenden Wertpapiere, entsprechender Call-Optionen oder anderer Instrumente ist, welche eine angemessene Absicherung der aus diesen Kontrakten entstehenden Verpflichtungen gewährleisten, oder diese durch entgegengerichtete Kontrakte oder ähnliche Instrumente abgesichert sind.

c) Bei einem Verkauf einer Put-Option muss der Gegenwert der eingegangenen Verpflichtungen über die ganze Dauer des Kontraktes durch Liquiditäten abgedeckt sein.

d) Die Summe der durch den Verkauf von Call-Optionen und Put-Optionen eingegangenen Verpflichtungen darf zusammen mit den Verpflichtungen, welche aus den unter nachfolgenden Absätzen e), f), g) aufgeführten Geschäften hervorgehen, zu keinem Zeitpunkt das Nettovermögen des Subfonds übersteigen.

e) Jeder Subfonds darf zur Absicherung von Kursrisiken Terminkontrakte und Call-Optionen auf Börsenindizes verkaufen sowie Put-Optionen auf Börsenindizes kaufen, vorausgesetzt, dass die gesamten eingegangenen Verpflichtungen den gesamten Wert des entsprechenden Wertpapiervermögens nicht übersteigen. Das Erreichen der Absicherung durch die vorgenannten Geschäfte setzt eine relativ enge Korrelation zwischen der Zusammensetzung des angewandten Indexes und des entsprechenden Wertpapierbestandes voraus.

f) Jeder Subfonds darf zur Absicherung von Zinsrisiken Terminkontrakte und Call-Optionen auf Zinssätze verkaufen sowie Put-Optionen auf Zinssätze kaufen, vorausgesetzt, dass dabei die gesamten eingegangenen Verpflichtungen den gesamten Wert des in dieser Währung gehaltenen Wertpapiervermögens nicht übersteigen. Diese Regelung gilt auch für Zinssatz-Swaps, welche mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstituten getätigt werden.

g) Ausser den oben erwähnten Kontrakten darf jeder Subfonds Termin- und Optionskontrakte auf sämtliche Finanzinstrumente, welche nicht dem Ziel der Absicherung dienen, kaufen und verkaufen.

Hierbei darf die Summe der Verpflichtungen aus den unter Absätzen e), f) und g) genannten Geschäften zuzüglich der Summe der Verpflichtungen aus den Verkäufen von Put-Optionen auf Wertpapiere das Nettovermögen des Subfonds nicht überschreiten.

In diesem Zusammenhang sind Verpflichtungen, welche nicht aus Optionen auf Wertpapiere hervorgehen, wie folgt definiert:

i) bei Terminkontrakten entsprechen die Verpflichtungen dem Liquidationserlös der Nettopositionen der Kontrakte (nach Kompensation der Kauf- und Verkaufsoptionen), welche auf gleichartige Finanzinstrumente lauten, ohne Berücksichtigung der jeweiligen Laufzeiten;

ii) bei gekauften und verkauften Optionskontrakten entsprechen die Verpflichtungen der Summe der Ausübungspreise der Optionen, welche eine Nettoverkaufsposition (nach Kompensation der gekauften und verkauften Optionen denen die gleichen Aktiva zugrunde liegen), darstellen;

iii) die Summe der Einstandspreise für die Käufe der oben angeführten Call- und Put-Optionen, zusammen mit den unter Ziffer 3. a), e), f) aufgeführten Einstandspreisen, darf 15 % des Nettovermögenswertes des Subfonds nicht übersteigen.

h) Jeder Subfonds darf zur Absicherung von Währungsrisiken Devisenterminkontrakte und Call-Optionen auf Devisen verkaufen sowie Put-Optionen auf Devisen kaufen sowie Devisen auf Termin verkaufen oder Währungs-Swaps mit erstklassigen Finanzinstituten, welche auf solche Geschäfte spezialisiert sind, tätigen. Das Volumen sowie die Laufzeit der obengenannten Transaktionen in einer bestimmten Währung dürfen den Gesamtwert aller in dieser Währung gehaltenen Aktiva des Subfonds und deren Verweildauer im Subfonds nicht überschreiten.

Sämtliche unter Ziffer 3. beschriebenen Instrumente und Kontrakte müssen an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt notiert bzw. gehandelt werden. Ausgenommen davon sind die oben erwähnten Devisentermingeschäfte und Währungs- oder Zinssatz-Swapgeschäfte, sowie im Freiverkehr gehandelte Optionen auf Finanzinstrumente, die erworben werden können, falls die Verwaltungsgesellschaft erachtet, dass sie günstiger sind als solche die auf einer Börse oder einem geregelten Markt gehandelt werden oder falls notierte oder auf einem geregelten Markt gehandelte Optionen mit den erforderlichen Eigenschaften nicht erhältlich sind.

4) a) Jeder Subfonds darf nicht mehr als 10 % seines Nettovermögens in übertragbaren Wertpapieren desselben Emittenten anlegen. Ausserdem darf der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in denen der Subfonds mehr als 5 % seines Nettovermögens anlegt, 40 % des Wertes seines Nettovermögens nicht übersteigen.

b) Die in Ziffer 4. Absatz a) genannte Grenze von 10 % kann auf 35 % angehoben werden, wenn die Wertpapiere von einem EU-Mitgliedsstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem Staat, der nicht der EU angehört, oder internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden. Die in Ziffer 4. Absatz b) genannten Wertpapiere bleiben bei der Anwendung der Grenze von 40 % nach Ziffer 4. Absatz a) bei der Berechnung ausser Betracht.

c) Die Begrenzung auf 10 % gemäss Ziffer 4 a) kann auf 100 % erhöht werden, wenn es sich um übertragbare Wertpapiere handelt, die von einem OECD-Mitgliedsstaat begeben oder garantiert werden. In diesem Fall muss der betreffende Subfonds Wertpapiere aus mindestens 6 verschiedenen Emissionen halten, wobei der Anteil der Wertpapiere einer Emission 30 % des gesamten Nettovermögens des Subfonds nicht überschreiten darf.

5. Jeder Subfonds darf bis zu 5 % seines Nettovermögens in anderen Organismen für gemeinsame Anlagen von Wertpapieren des offenen Typs im Sinne des Artikels 1 Absatz 2, erster und zweiter Gedankenstrich der Investmentrichtlinie der Europäischen Union vom 20. Dezember 1985 (85/611/EG) anlegen. Der Erwerb von Anteilen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen ist nur zulässig, wenn diese eine Anlagepolitik verfolgen, welche im Einklang mit derjenigen des Subfonds ist. Nicht gestattet sind Anlagen in Anteilen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen, die von der Verwaltungsgesellschaft oder einer mit ihr verbundenen Verwaltungsgesellschaft verwaltet werden.

6. Jeder Subfonds darf für höchstens 10 % seines Nettovermögens Wertpapiere im Rahmen von Repos (Pensionsgeschäften), welche mit erstklassigen Finanzinstituten, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind, abgeschlossen werden, erwerben oder verkaufen.

Während der Laufzeit solcher Pensionsgeschäfte darf der Subfonds die Wertpapiere, die Gegenstand dieses Geschäfts sind, nicht verkaufen, bevor der Wiederkauf der Wertpapiere durch die Gegenpartei ausgeführt wurde oder die Frist zum Rückkauf verstrichen ist.

Die Verwaltungsgesellschaft muss darauf achten, die Grössenordnung der Käufe auf einem Niveau zu halten, welches es dem Subfonds jederzeit ermöglicht, seinen Rücknahmeverpflichtungen nachzukommen.

7. a) Das Fondsvermögen darf nicht in Wertpapieren angelegt werden, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das dem Fonds erlaubt, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben.

b) Ausserdem darf der Fonds nur:

- 10 % der stimmrechtlosen Aktien ein und desselben Emittenten,
- 10 % der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten,
- 10 % der Anteile ein und desselben Organismus für gemeinsame Anlagen erwerben.

In den beiden letztgenannten Fällen brauchen die Beschränkungen beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen und der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile im Zeitpunkt des Erwerbes nicht feststellen lassen.

Die unter a) und b) angeführten Beschränkungen sind nicht anzuwenden auf:

- Wertpapiere, die von einem EU-Mitgliedsstaat oder dessen öffentlichen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden,

- Wertpapiere, die von einem Staat, welcher nicht der EU angehört, ausgegeben oder garantiert werden,

- Wertpapiere, die von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören,

- Aktien, durch die der Fonds Anteil am Kapital einer Gesellschaft mit Sitz in einem Staat ausserhalb der EU erhält, die ihre Aktiva hauptsächlich in Wertpapieren von Emittenten mit Sitz in diesem Staat anlegt, wenn dies aufgrund der nationalen Gesetzgebung dieses Staates die einzige Möglichkeit ist, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahme gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft mit Sitz ausserhalb der EU in ihrer Anlagepolitik die unter Ziffer 4. a) und b), Ziffer 5 und Ziffer 7. a) und b) aufgeführten Beschränkungen einhält.

8. Die Verwaltungsgesellschaft darf für die Subfonds des Fonds keine Kredite aufnehmen, es sei denn:

- i) für den Ankauf von Devisen mittels eines «Back-to-back»-Darlehens,
- j) vorübergehend bis zur Höhe von 10 % des Nettovermögens des jeweiligen Subfonds.

9. Der Fonds darf keine Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten.

10. Jeder Subfonds darf jedoch aus dem Fondsvermögen Wertpapiere im Rahmen der vom Cedel-System («CEDEL») und dem Euroclear-System (das von der Brüsseler Zweigniederlassung der Morgan Guaranty Trust Company of New York betrieben wird) («EUROCLEAR»), sowie von anderen erstrangigen Finanzinstituten, welche auf diese Art von Geschäften spezialisiert sind, vorgesehenen Bedingungen und Verfahren ausleihen. Solche Operationen dürfen sich nicht

über eine Periode von mehr als dreissig Tagen erstrecken und dürfen die Hälfte des gesamten Wertes des Wertpapierbestandes des Subfonds nicht überschreiten, es sei denn, diese Kontrakte können zu jedem Zeitpunkt aufgelöst und die ausgeliehenen Wertpapiere zurückerstattet werden. Ausserdem muss der Fonds grundsätzlich eine Garantie erhalten, welche zum Zeitpunkt des Kontraktbeginns den gesamten Wert der ausgeliehenen Titel nicht unterschreiten darf. Diese Garantie muss in Form von erstklassigen Bankgarantien oder liquiden Mitteln und/oder Wertpapieren, welche von einem OECD-Mitgliedstaat oder dessen öffentlichen Gebietskörperschaften oder von supranationalen Institutionen und Organisationen auf lokaler, regionaler oder internationaler Ebene ausgegeben oder garantiert sind und auf den Namen des Fonds bis zum Ablauf der Ausleihdauer blockiert sind, gegeben werden.

11. Der Fonds darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Zertifikaten über diese, Waren und Wertpapieren oder in von der Verwaltungsgesellschaft ausgegebenen Wertpapieren anlegen.

12. Der Fonds darf keine Leerverkäufe von Wertpapieren tätigen.

13. Die Verpfändung des Fondsvermögens ist untersagt, und es darf nicht zu Sicherungszwecken übertragen oder abgetreten werden. Die bei Options-, Futures- und Termingeschäften üblichen Margendepots sind im Sinne dieser Bestimmung nicht als Verpfändung anzusehen.

Die oben angeführten Beschränkungen gelten nicht für die Ausübung von Bezugsrechten.

Während der ersten sechs Monate nach der offiziellen Zulassung in Luxemburg brauchen die oben unter Ziffer 4. angeführten Beschränkungen nicht eingehalten zu werden, vorausgesetzt, dass das Prinzip der Risikostreuung eingehalten wird. Werden die obengenannten Beschränkungen unbeabsichtigt überschritten, so wird durch Verkäufe vorrangig das Ziel verfolgt, die Prozentsätze unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber wieder zu unterschreiten.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, jederzeit im Interesse der Anteilhaber weitere Anlagebeschränkungen festzusetzen, soweit diese erforderlich sind, um den Gesetzen und Bestimmungen jener Länder zu entsprechen, wo Anteilscheine des Fonds angeboten und verkauft werden bzw. werden sollen.

Art. 5. Ausgabe von Anteilen.

Die Anteile eines jeweiligen Subfonds werden an jedem Bankgeschäftstag durch die Verwaltungsgesellschaft nach Zahlung des Kaufpreises an die Depotbank ausgegeben. Als Bankgeschäftstag gilt jeder Tag, an welchem die Banken in Luxemburg geöffnet sind.

Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Anteilen kann die Verwaltungsgesellschaft Dritte als Vertriebsstelle benennen und ebenfalls einen Dritten mit dem Alleinvertrieb beauftragen.

Es ist der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank im Rahmen ihrer Vertriebstätigkeit gestattet, Zeichnungen zurückzuweisen sowie gegenüber natürlichen oder juristischen Personen in bestimmten Ländern und Gebieten den Verkauf von Anteilen zu untersagen oder zu begrenzen, falls dem Fonds dadurch ein Nachteil entstehen könnte, oder falls ein Kauf im jeweiligen Land gegen die Gesetze verstösst. Die Verwaltungsgesellschaft kann zudem auch beschliessen, die Ausgabe von Anteilen ganz oder zeitweilig auszusetzen, falls Neuanlagen das Erreichen des Anlageziels beeinträchtigen könnten.

Weiterhin darf die Verwaltungsgesellschaft

a) nach ihrem Ermessen Zeichnungsanträge zurückweisen,

b) jederzeit Anteile zurücknehmen, die von Anteilsinhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Ausgabe weiterer Anteile jedes Subfonds jederzeit einzustellen. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich ebenfalls das Recht vor, die einzelnen Subfonds mengenmässig zu begrenzen und die Ausgabe weiterer Anteile einzustellen, falls sie dies im Interesse einer ordentlichen Verwaltung der Anlagen des Fonds als notwendig erachtet. Solche Änderungen werden von der Verwaltungsgesellschaft dementsprechend veröffentlicht.

Art. 6. Ausgabepreis.

Der Ausgabepreis der Anteile entspricht dem jeweiligen beim Eingang des Kaufantrages oder, falls dies im Prospekt für den betreffenden Subfonds so festgelegt ist, am Tage nach Einreichen des Kaufantrages gültigen Nettovermögenswert. Es kann zudem zum Ausgabepreis eine Vermittlungsgebühr erhoben werden, welche 5 Prozent des Nettovermögenswertes nicht übersteigen darf und den Banken und Finanzinstituten zufließt, welche mit dem Anteilsvertrieb befasst sind. Überdies werden jegliche anfallenden Ausgabesteuern verrechnet. Die Zahlung des Ausgabepreises muss innerhalb von 2 Bankgeschäftstagen nach Festsetzung des Nettovermögenswertes erfolgen.

Art. 7. Anteilscheine.

Jede natürliche oder juristische Person ist vorbehaltlich der Regelung in Artikel 5 dieser Vertragsbedingungen berechtigt, sich an dem Fonds durch Zeichnung eines oder mehrerer Anteile zu beteiligen. Anteile werden in der Regel ohne Ausgabe von Zertifikaten durch Gutschrift an eine Sammeldepotstelle ausgegeben und der Anteilsinhaber erhält eine Gutschrift über die von ihm bezeichnete Depotstelle. Anteile, die über eine Depotstelle ausgegeben werden, können in Bruchteilen (3 Nachkommastellen) ausgegeben werden. Die Rechte werden anteilmässig ausgeübt. Auf Anfrage werden Anteilscheine als Inhaberpapiere mit Couponbogen ausgestellt, die in Stückelungen von 1, 10, 100, und 1.000 Anteilen ausgegeben werden. Die Druckkosten der Anteilscheine können dem Anteilsinhaber, welcher eine solche physische Lieferung beantragt, in Rechnung gestellt werden. Jeder Anteilschein trägt die Unterschrift der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank, welche beide durch Faksimileunterschriften ersetzt werden können.

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Interesse der Anteilsinhaber die Anteile teilen oder zusammenlegen.

Art. 8. Nettovermögenswert.

Der Nettovermögenswert der Anteile jedes Subfonds wird in der Referenzwährung des jeweiligen Subfonds ausgedrückt und von der Verwaltungsgesellschaft an jedem Bankgeschäftstag unter Aufsicht der Depotbank bestimmt. Als Bankgeschäftstag in Luxemburg gilt jeder Tag, an welchem die Banken in Luxemburg geöffnet sind. Dabei wird der

gesamte Nettovermögenswert des jeweiligen Subfonds durch die Gesamtheit seiner im Umlauf befindlichen Anteile geteilt; falls es sich um einen Subfonds mit mehreren Anteilstranchen handelt, wird der Teil des Nettovermögens des Subfonds, welcher der jeweiligen Anteilstranche zuzurechnen ist, durch die Anzahl der ausgegebenen Anteile der jeweiligen Tranche geteilt.

Die Zusatzserklärungen zu diesen Vertragsbedingungen können für einzelne Subfonds abweichende Regelungen enthalten.

Die Verwaltungsgesellschaft wird die Verteilung der Aktiva und Passiva auf die Subfonds wie folgt vornehmen:

a) Der Ausgabepreis, welcher bei Ausgabe von Anteilen des jeweiligen Subfonds vereinnahmt wird, wird in den Büchern des Fonds diesem Subfonds gutgeschrieben. Die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des Subfonds sowie Einkommen und Ausgaben, welche sich auf ein Subfonds beziehen, werden unter Beachtung der nachfolgenden Bestimmungen diesem zugerechnet;

b) Vermögenswerte, die aufgrund eines anderen im Subfonds sich bereits befindenden Vermögenswertes erworben werden, werden demselben Subfonds gutgeschrieben. Bei jeder Neubewertung einer Anlage wird der Wertzuwachs oder die Wertminderung dem jeweiligen Subfonds angerechnet;

c) Falls der Fonds im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines Subfonds eine Verbindlichkeit eingeht oder sonst im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines Subfonds etwas unternimmt, wird die jeweilige Verbindlichkeit dem betroffenen Subfonds zugerechnet;

d) Falls ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit keinem bestimmten Subfonds zugerechnet werden kann, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit auf alle Subfonds im Verhältnis der verschiedenen Nettovermögenswerte der einzelnen Anteilklassen aufgeteilt;

e) Als Folge einer Ausschüttung an Inhaber von Anteilen eines bestimmten Subfonds wird der Nettovermögenswert dieser Anteile um den Betrag der Ausschüttung gekürzt.

Die Aufteilung der Aktiva und Passiva des Fonds zwischen den Subfonds ist für die Beziehungen zwischen Anteilsinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank von Bedeutung. Sie beeinträchtigt jedoch nicht die Rechte von Drittparteien, welche gegenüber dem Fonds als ein Sondervermögen rechtmässig geltend gemacht werden, auch wenn die entsprechenden Verbindlichkeiten einem oder mehreren Subfonds zuzurechnen sind.

Jeder Subfonds besteht grundsätzlich aus einem Portefeuille von Anlagen, an welchem die einzelnen Anteilstranchen desselben Subfonds im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte beteiligt sind. Innerhalb jedes Subfonds können weiterhin, für eine oder mehrere Anteilstranchen, spezifische Vermögenswerte gehalten werden, sowie Rechte erworben und Verpflichtungen eingegangen werden.

Falls es mehrere Anteilstranchen für einen Subfonds gibt, wird der Prozentsatz des Nettovermögenswertes, welcher den jeweiligen Anteilstranchen zuzurechnen ist, durch das Verhältnis der ausgegebenen Anteile jeder Tranche gegenüber der Gesamtheit der ausgegebenen Anteile der entsprechenden Subfonds bestimmt und ändert danach im Zusammenhang mit den getätigten Ausschüttungen sowie den Ausgaben und Rücknahmen von Anteilen wie folgt:

1) Die Rechte jeder Anteilstranche am gemeinsamen Portefeuille eines Subfonds werden bei Erstausgabe unter Berücksichtigung des Verhältnisses der vereinnahmte Ausgabepreis der ausgegebenen Anteile jeder Anteilstranche bestimmt;

2) Der Ausgabepreis, welcher bei Ausgabe von weiteren Anteilen einer jeden Anteilstranche vereinnahmt wird, wird dem gemeinsamen Portefeuille des jeweiligen Subfonds gutgeschrieben und erhöht jeweils den Anteil der Anteilstranche an dem betroffenen Subfonds;

3) Falls für eine Anteilstranche spezifische Vermögenswerte erworben werden, spezifische oder höhere Kosten bezahlt oder Ausschüttungen vorgenommen werden oder falls Anteile einer Tranche zurückgenommen werden, vermindert der Betrag des Anschaffungspreises, der bezahlten spezifischen Kosten oder des Teils der Kosten, die höher sind als die Kosten anderer Anteilstranchen, der Ausschüttungen oder des Rücknahmepreises, welche aus dem gemeinsamen Portefeuille des Subfonds gezahlt werden, den Anteil dieser Tranche am Subfonds;

4) Dagegen wird der Wert von kategoriespezifischen Vermögenswerten oder Rechten und werden die kategoriespezifischen Verpflichtungen nur der jeweiligen Anteilstranche oder Tranchen zugerechnet, und dies erhöht oder vermindert den Nettovermögenswert dieser Anteilstranche oder Tranchen;

5) Falls, nach Ausschluss von kategoriespezifischen Transaktionen Vermögenswerte dem gemeinsamen Portefeuille eines Subfonds zugeführt werden, erhöht sich der Anteil der betroffenen Anteilstranche oder Tranchen am gemeinsamen Portefeuille des Subfonds.

Das Fondsvermögen wird wie folgt bewertet:

(a) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind oder regelmässig an einer solchen gehandelt werden, sind nach dem letzten bekannten verfügbaren bezahlten Kurs zu bewerten. Fehlt für einen Handelstag ein solcher, ist aber ein Schlussmittelkurs (Mittelwert zwischen dem notierten Schlussgeld- und Schlussbriefkurs) oder ein Schlussgeldkurs notiert, so kann auf den Schlussmittelkurs oder ersatzweise auf den Schlussgeldkurs abgestellt werden.

Wird ein Wertpapier an mehreren Börsen gehandelt, so ist von der Börse, an welcher es vornehmlich gehandelt wird, auszugehen.

Bei Wertpapieren, für welche der Börsenhandel unbedeutend ist, die jedoch einen Zweitmarkt mit regeltem Freiverkehr unter Wertpapierhändlern aufweisen, der zu einer marktmässigen Preisbildung führt, kann die Verwaltungsgesellschaft die Bewertung aufgrund des Zweitmarktes vornehmen.

(b) Wertpapiere, welche an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden wie börsennotierte Wertpapiere bewertet.

(c) Wertpapiere, welche nicht an einer Börse notiert sind oder nicht an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem letzten erhältlichen Marktpreis bewertet. Ist ein solcher nicht verfügbar, wird die Verwaltungsgesellschaft diese Wertpapiere gemäss anderen von ihr zu bestimmenden Grundsätzen, auf Basis der voraussichtlich möglichen Verkaufspreise bewerten.

(d) Treuhand- und Festgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufenen Zinsen bewertet.

(e) Bei Geldmarktpapieren wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Anlagerendite, der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.

(f) Der Teil des Vermögens eines Subfonds, welcher sich aus Wertpapieren mit einer Laufzeit oder Restlaufzeit von weniger als 6 Monaten zusammensetzt, kann dagegen wie folgt bewertet werden, indem der Bewertungskurs einer Anlage, ausgehend vom Nettoerwerbskurs bzw. vom Kurs im Zeitpunkt, in welchem die Restlaufzeit einer Anlage 6 Monate unterschreitet, unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite sukzessive dem Rückzahlungskurs angeglichen wird. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse wird dann die Bewertungsbasis der einzelnen Anlagen den neuen Markttrenditen angepasst.

(g) Die sich bei dieser Bewertung ergebenden Beträge werden zum jeweiligen Mittelkurs in die jeweilige Referenzwährung umgerechnet. Zur Absicherung des Währungsrisikos durchgeführte Devisentransaktionen werden bei der Umrechnung berücksichtigt. Wird aufgrund besonderer oder veränderter Umstände eine Bewertung unter Beachtung der vorstehenden Regeln undurchführbar oder unrichtig, so ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, die Bewertung von Wertpapieren in Übereinstimmung mit anderen allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen festzulegen.

Der Nettovermögenswert der Anteile wird auf die jeweils nächste kleinste gängige Währungseinheit der Referenzwährung aufgerundet oder gegebenenfalls abgerundet.

Der Nettovermögenswert der Anteile eines oder mehrerer Subfonds kann ebenfalls zum Mittelkurs in andere Währungen umgerechnet werden, falls die Verwaltungsgesellschaft beschliesst, Ausgaben und eventuell Rücknahmen in einer oder mehreren anderen Währungen abzurechnen. Falls die Verwaltungsgesellschaft solche Währungen bestimmt, wird der Nettovermögenswert der jeweiligen Anteile in diesen Währungen auf die jeweils nächste kleinste gängige Währungseinheit auf- oder abgerundet. Etwaige Kosten entfallen auf den Fonds.

Bei ausserordentlichen Umständen können innerhalb eines Tages weitere Bewertungen vorgenommen werden, welche für die danach eingehenden Kauf- bzw. Rücknahmeanträge massgebend sind.

Ausser der Bewertung des Nettovermögenswertes jeder Anteilsklasse in der Referenzwährung des jeweiligen Subfonds wird der Gesamt Nettovermögenswert des Fonds in Euro gerechnet.

Art. 9. Aussetzung der Bewertung des Nettovermögenswertes sowie der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.

Die Verwaltungsgesellschaft darf die Berechnung des Nettovermögenswertes der Anteile der jeweiligen Subfonds, demzufolge die Ausgabe und Rücknahme und den Umtausch von diesen Anteilen vorübergehend in folgenden Fällen aussetzen:

a) wenn ein Markt, welcher für einen wesentlichen Teil des Vermögens eines Subfonds die Bewertungsgrundlage bildet, geschlossen ist, oder wenn der Handel an einem solchen Markt beschränkt oder ausgesetzt ist,

b) wenn aufgrund eines politischen, wirtschaftlichen, militärischen, monetären oder anderweitigen Ereignisses, welches ausserhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Verwaltungsgesellschaft liegt, Verfügungen über das Vermögen eines Subfonds nicht unter normalen Umständen möglich sind oder den Interessen der Anteilsinhaber abträglich wären,

c) wenn im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Vermögens eines Subfonds nicht bestimmt werden kann,

d) wenn wegen Beschränkungen des Devisenverkehrs oder Beschränkungen sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für den Fonds undurchführbar werden, oder falls es nach objektiv nachprüfbar Massstäben feststeht, dass Käufe und Verkäufe von Vermögen eines Subfonds nicht zu normalen Umtauschraten getätigt werden können.

Die Aussetzung der Berechnung der Nettovermögenswerte für eines der Subfonds hat auf die Berechnung der Nettovermögenswerte für die anderen Subfonds keine Auswirkung, falls die obigen Umstände nicht zutreffen.

Die Aussetzung der Bewertung wird den Anlegern, welche die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen der betroffenen Subfonds verlangen, mitgeteilt sowie, falls die voraussichtliche Dauer der Aussetzung der Bewertung eine Woche überschreitet, in den gemäss Artikel 16 Absatz 3 bestimmten Zeitungen bekanntgegeben.

Art. 10. Rücknahme.

Die Verwaltungsgesellschaft nimmt grundsätzlich an jedem Bankgeschäftstag Anteile eines Subfonds gegen Lieferung der entsprechenden Anteilscheine zum Rücknahmepreis zurück. Der Rücknahmeantrag und die zur Rücknahme einzureichenden Anteilscheine werden an den Schaltern der Depotbank und der Vertriebsstellen entgegengenommen.

Der Rücknahmepreis der Anteile eines Subfonds entspricht dem am Tage des Eingangs des Rücknahmeantrages und der zur Rücknahme eingereichten Anteilscheine oder, falls dies im Prospekt für den betreffenden Subfonds so festgelegt ist, dem am Tage nach Eingang des Rücknahmeantrages und der jeweiligen Anteilscheine festgesetzten Nettovermögenswert je Anteil des betreffenden Subfonds, respektiv der jeweiligen Anteilstranchen in der jeweiligen Referenzwährung. Es hängt folglich von der Entwicklung des Nettovermögenswertes eines Subfonds ab, ob sein Rücknahmepreis den bezahlten Ausgabepreis während der Laufzeit des jeweiligen Subfonds übersteigt oder unterschreitet.

Da für einen angemessenen Anteil an liquiden Mitteln im Vermögen des jeweiligen Subfonds gesorgt werden muss, wird die Auszahlung von Anteilen unter gewöhnlichen Umständen unverzüglich nach Ausrechnung des Rücknahmepreises erfolgen, es sei denn, dass gemäss gesetzlichen Vorschriften, wie Devisen- und Verkehrsbeschränkungen, oder aufgrund ausserhalb der Kontrolle der Depotbank liegenden, sonstigen Umständen, sich die Überweisung des Rücknahmebetrages in das Land, wo die Rücknahme beantragt wurde, als unmöglich erweist.

Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Verwaltungsgesellschaft beschliessen, einen Rücknahmeantrag erst dann abzurechnen, wenn ohne unnötige Verzögerung entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Subfonds verkauft worden sind.

Die Auszahlung erfolgt mittels Bankscheck oder durch Überweisung auf ein Bankkonto oder, falls möglich, durch Barauszahlung in der gesetzlichen Währung des Auszahlungslandes nach Konvertierung des jeweiligen Betrages. Mit der Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt der entsprechende Anteil.

Die zurückgekauften Anteile werden nach Auszahlung des Rücknahmepreises annulliert.

Art. 11. Umtausch von Anteilen.

Der Inhaber von Anteilen eines Subfonds kann jederzeit einen Teil oder alle seine Anteile in Anteile eines anderen Subfonds oder in Anteile einer anderen Tranche derselben Subfonds umtauschen. Dieser Tausch erfolgt auf Basis der zuletzt berechneten Nettovermögenswerte. Der Umtausch unterliegt der halben Vermittlungsgebühr.

Art. 12. Kosten des Fonds.

Der Verwaltungsgesellschaft steht eine monatliche Verwaltungsgebühr zu, zahlbar am Ende jedes Monats auf der Basis der durchschnittlichen täglichen Nettovermögenswerte der jeweils aufgelegten Subfonds während des entsprechenden Monats. Die Verwaltungsgebühr überschreitet normalerweise nicht 1,5 % p.a. und kann bei einzelnen Subfonds zu unterschiedlichen Sätzen erhoben werden. Bei spezialisierten Subfonds kann die Verwaltungskommission aber bis zu 2,64 % p.a. angehoben werden. Der für die jeweiligen Subfonds gültige Satz wird in der Zusatzerklärung bestimmt.

Ausserdem trägt der Fonds folgende Kosten:

- alle Steuern, die möglicherweise auf das Vermögen, das Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds zu zahlen sind,
- übliche Courtage- und Bankgebühren, die für Geschäfte mit Wertpapieren des Portefeuilles des Fonds anfallen (diese Gebühren werden in den Einstandskurs eingerechnet und vom Verkaufserlös abgezogen),
- Depotgebühren an die Depotbank, welche nach dem Wert der deponierten Wertpapiere berechnet werden, Gebühren an die Zahlstellen (insbesondere auch eine Couponzahlungskommission) und an die Bevollmächtigten an den Eintragungsorten,
- jeweilige weitere Vergütungen, welche für Anlageberatung, Vertrieb und andere nicht in diesem Artikel genannte, für den Fonds geleistete Dienstleistungen anfallen, wobei die Vergütung der Verwaltungsgesellschaft um den jeweiligen Betrag dieser weiteren vom Fonds gezahlten Vergütungen gekürzt wird,
- Kosten, einschliesslich derjenigen der Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank möglicherweise aufgrund von Massnahmen im Interesse der Anteilsinhaber entstehen,
- die Druckkosten für die Anteilscheine, die Kosten der Vorbereitung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung dieser Vertragsbedingungen sowie anderer Dokumente, die den Fonds betreffen, einschliesslich Anmeldungen zur Registrierung, Prospekte oder schriftlicher Erläuterungen bei sämtlichen Regierungsbehörden und Börsen (einschliesslich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), welche im Zusammenhang mit dem Fonds oder dem Anbieten der Fondsanteile vorgenommen werden müssen, die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilsinhaber in allen notwendigen Sprachen, sowie Druck- und Vertriebskosten von sämtlichen weiteren Berichten und Dokumenten, welche gemäss den anwendbaren Gesetzen oder Reglementen der vorhergenannten Behörden notwendig sind, die Kosten der Buchhaltung und Berechnung des täglichen Nettovermögenswerts, die Kosten von Veröffentlichungen an die Anteilsinhaber, einschliesslich der Kurspublikationen, die Kosten und Gebühren von Wirtschaftsprüfern und Rechtsberatern des Fonds und allen ähnlichen Verwaltungsgebühren und anderen Kosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Fondsanteilen anfallen, einschliesslich Druckkosten von Kopien der obengenannten Dokumente oder Berichte, welche von denen, die mit dem Anteilsvertrieb befasst sind, im Zusammenhang mit dieser Tätigkeit benutzt werden.

Sämtliche wiederkehrenden Gebühren werden zuerst von den Anlageerträgen, dann von den Gewinnen aus Wertpapiergeschäften, dann von dem Anlagevermögen abgezogen. Andere Kosten können über eine Periode von 5 Jahren abgesetzt werden.

Art. 13. Geschäftsjahr, Prüfung.

Das Geschäftsjahr des Fonds endet jährlich am 30. November und zum ersten Mal am 30. November 1999.

Die Vermögensaufstellung des Fonds wird von unabhängigen öffentlich bestellten Wirtschaftsprüfern geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestimmt werden.

Art. 14. Verwendung des Reinertrages und der Kapitalgewinne.

Die Ausschüttungspolitik der einzelnen Anteilskategorien oder Tranchen wird in dem jeweiligen Zusatz zu diesen Vertragsbedingungen bestimmt.

Die Verwaltungsgesellschaft kann von Zeit zu Zeit den Nettovermögenswert pro Anteil mittels eines Splits (Aufstückelung) verkleinern.

Etwaige Ausschüttungen werden gegen Einreichen der Coupons durch Überweisung oder mittels Bankscheck vorgenommen.

Ansprüche auf Ausschüttungen, die nicht binnen 5 Jahren ab Fälligkeit geltend gemacht werden, verjähren, und die entsprechenden Vermögenswerte fallen an das jeweilige Subfonds zurück.

Art. 15. Änderung dieser Bestimmungen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann diese Bestimmungen jederzeit im Interesse der Anteilsinhaber und mit Zustimmung der Depotbank ganz oder teilweise ändern.

Änderungen treten 15 Tage nach ihrer Veröffentlichung im Luxemburger Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations in Kraft.

Art. 16. Veröffentlichungen.

Der Nettovermögenswert der Anteile der jeweiligen Kategorien und/oder deren Ausgabe- und Rücknahmepreise werden an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg am Sitz der Verwaltungsgesellschaft bekanntgegeben.

Der jährliche Rechenschaftsbericht, welcher innerhalb 4 Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahres publiziert wird, und alle Zwischenberichte des Fonds werden den Anteilsinhabern am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle zur Verfügung gestellt.

Jegliche Änderungen dieser Bestimmungen werden im Luxemburger Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht. Die Auflösung des Fonds wird zusätzlich in drei anderen Zeitungen (davon einer Luxemburger Zeitung) publiziert.

Änderungen der Vertragsbedingungen und Mitteilungen an Anteilsinhaber, sowie Anzeigen über die Aussetzung der Bewertung und Rücknahme der Anteile werden in Zeitungen von Ländern, in welchen die Anteile der Subfonds vertrieben und verkauft werden, veröffentlicht.

Art. 17. Liquidation, Dauer des Fonds, Zusammenschluss von Subfonds.

Der Fonds sowie die einzelnen Subfonds sind für unbegrenzte Zeit errichtet. Anteilsinhaber, deren Erben oder sonstige Berechtigte können die Aufteilung oder Auflösung des Fonds oder eines Subfonds nicht verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind aber berechtigt, jederzeit den Fonds zu kündigen sowie einzelne Subfonds aufzulösen. Eine solche Entscheidung wird in drei monatlich aufeinanderfolgenden Veröffentlichungen im Mémorial publiziert. Sie wird ebenfalls in drei weiteren Zeitungen, welche im Verkaufsprospekt erwähnt sind, bekannt gegeben. Von dem Tag der Entscheidung der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank an werden keine Anteile mehr ausgegeben oder zurückgenommen.

Bei Liquidation des Fonds wird die Verwaltungsgesellschaft das Fondsvermögen im besten Interesse der Anteilsinhaber verwerten und die Depotbank beauftragen, den Nettoliquidationserlös nach Abzug der Liquidationskosten anteilmässig an die Anteilsinhaber unter Berücksichtigung der Rechte der einzelnen Anteilstranchen zu verteilen. Etwaige Liquidationserlöse, die nicht an die Anteilsinhaber verteilt werden konnten, werden bei der Caisse des Consignations in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Falls die Verwaltungsgesellschaft einen Subfonds auflöst, ohne den Fonds zu kündigen, hat sie die Rücknahme zum Nettovermögenswert aller Anteile der betroffenen Anteilstranchen vorzunehmen. Diese Rücknahme wird von der Verwaltungsgesellschaft veröffentlicht und der Rücknahmepreis wird, insofern er nicht an die Anteilsinhaber überwiesen oder per Scheck abgegeben werden kann, bei der Depotbank zugunsten der ehemaligen Anteilsinhaber, während einer Frist von sechs Monaten, und danach bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt.

Weiterhin können durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft verschiedene Subfonds zusammengeschlossen und die entsprechenden Anteilstranchen in andere Anteilstranchen umgewandelt werden. Die Rechte der einzelnen Anteilstranchen werden in solchen Fällen im Verhältnis der jeweiligen Nettovermögenswerte festgesetzt. Ein solcher Zusammenschluss wird mindestens zwei Monate zuvor bekanntgegeben, um es Anlegern zu ermöglichen, vorher die Rücknahme zu beantragen, falls sie nicht an den so zusammengeschlossenen Subfonds beteiligt sein möchten.

Art. 18. Verjährung.

Die Ansprüche der Anteilsinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank verjähren 5 Jahre nach dem Datum des Ereignisses, das diese Ansprüche begründet hat.

Art. 19. Anwendbares Recht, Gerichtsbarkeit und massgebende Sprachen.

Für sämtliche Rechtsstreitigkeiten zwischen den Anteilsinhabern, der Verwaltungsgesellschaft, deren Aktieninhabern und der Depotbank ist das Bezirksgericht Luxemburg zuständig und es findet Luxemburger Recht Anwendung. Die Verwaltungsgesellschaft und/oder Depotbank können sich und den Fonds jedoch der Gerichtsbarkeit der Länder, in welchen Fondsanteile angeboten und verkauft werden, im Hinblick auf Ansprüche von Anlegern aus diesen Ländern, unterwerfen.

Die deutsche Fassung dieser Vertragsbedingungen ist massgebend; die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können jedoch von ihnen genehmigte Übersetzungen in Sprachen der Länder, in welchen Fondsanteile angeboten und verkauft werden, für sich und den Fonds als verbindlich bezüglich solcher Anteile anerkennen, die an Anleger in diesen Ländern verkauft wurden.

Luxemburg, den 12. Januar 1999.

CS RENTEN STRATEGIE
MANAGEMENT COMPANY
Unterschriften

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.
Unterschriften

CS RENTEN STRATEGIE M
Erster Zusatz zu den Vertragsbedingungen

Das Vermögen des Subfonds wird nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen Anlagen, wie nachfolgend beschrieben, angelegt.

Der «M» Subfonds

Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist es, ein aus der Sicht der Referenzwährung relativ hohes laufendes Einkommen - unter Nutzung der Möglichkeiten der internationalen Diversifikation - zu erzielen. Anlagen werden ausschliesslich in mittelfristige fest- und variabel verzinslichen Wertpapieren sowie in geldmarktnahen Anlagen mit Wertpapiercharakter getätigt. Daneben können flüssige Mittel in Form von Depots bei Banken sowie Geldmarktanlagen ohne Wertpapiercharakter, deren Restlaufzeit 12 Monate nicht übersteigt, gehalten werden. Die nominelle Kapitalerhaltung ist in jedem einzelnen Jahr von vorrangiger Bedeutung. Das Schwergewicht der Anlagen liegt dabei klar in der Referenzwährung. Die Kursschwankungsrisiken sind dabei sehr niedrig zu halten.

Die Referenzwährung ist der Euro.

Anteile werden erstmals, so wie im Prospekt beschrieben, zum Erstausgabepreis von 50 Euro ausgegeben.

Der Rücknahme- oder Umtauschpreis pro Anteil entspricht dem Nettovermögenswert pro Anteil, der am Bewertungstag, der unmittelbar auf den Geschäftstag folgt, an dem der Rücknahme- oder Umtauschantrag eingegangen ist, berechnet wird, vorausgesetzt, dass der Antrag spätestens um 15.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingeht. Unter normalen Umständen erfolgen Zahlungen für zurückgenommene oder umgetauschte Anteile an dem Tag, der drei Geschäftstage nach dem jeweiligen Bewertungstag liegt. Rücknahme- oder Umtauschanträge, die an einem Geschäftstag nach 15.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingeht, gelten als am nächstfolgenden Geschäftstag eingegangen.

Die jährliche Verwaltungsgebühr beträgt 0,90 % des Nettovermögens des Subfonds.

Ausschüttungen sind derzeit nicht beabsichtigt, können aber von der Verwaltungsgesellschaft jederzeit beschlossen werden.

Luxemburg, den 12. Januar 1999.

CS RENTEN STRATEGIE
MANAGEMENT COMPANY
Unterschriften

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.
Unterschriften

CS RENTEN STRATEGIE L

Zweiter Zusatz zu den Vertragsbedingungen

Das Vermögen des Subfonds wird nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen Anlagen, wie nachfolgend beschrieben, angelegt.

Der «L» Subfonds

Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist es, ein aus der Sicht der Referenzwährung relativ hohes laufendes Einkommen - unter Nutzung der Möglichkeiten der internationalen Diversifikation - zu erzielen. Anlagen werden ausschliesslich in langfristigen fest- und variabel verzinslichen Wertpapieren sowie in geldmarktnahen Anlagen mit Wertpapiercharakter getätigt. Daneben können flüssige Mittel in Form von Depots bei Banken sowie Geldmarktanlagen ohne Wertpapiercharakter, deren Restlaufzeit 12 Monate nicht übersteigt, gehalten werden. Die nominelle Kapitalerhaltung ist in jedem einzelnen Jahr von vorrangiger Bedeutung. Das Schwergewicht der Anlagen liegt dabei klar in der Referenzwährung. Die Kursschwankungsrisiken sind dabei sehr niedrig zu halten.

Die Referenzwährung ist der Euro.

Anteile werden erstmals, so wie im Prospekt beschrieben, zum Erstausgabepreis von 50 Euro ausgegeben.

Der Rücknahme- oder Umtauschpreis pro Anteil entspricht dem Nettovermögenswert pro Anteil, der am Bewertungstag, der unmittelbar auf den Geschäftstag folgt, an dem der Rücknahme- oder Umtauschantrag eingegangen ist, berechnet wird, vorausgesetzt, dass der Antrag spätestens um 15.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingeht. Unter normalen Umständen erfolgen Zahlungen für zurückgenommene oder umgetauschte Anteile an dem Tag, der drei Geschäftstage nach dem jeweiligen Bewertungstag liegt. Rücknahme- oder Umtauschanträge, die an einem Geschäftstag nach 15.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingeht, gelten als am nächstfolgenden Geschäftstag eingegangen.

Die jährliche Verwaltungsgebühr beträgt 1,00 % des Nettovermögens des Subfonds.

Ausschüttungen sind derzeit nicht beabsichtigt, können aber von der Verwaltungsgesellschaft jederzeit beschlossen werden.

Luxemburg, den 12. Januar 1999.

CS RENTEN STRATEGIE
MANAGEMENT COMPANY
Unterschriften

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 1999, vol. 518, fol. 53, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(01988/260/606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 1999.

TRIDENT HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 33.119.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 1998, vol. 514, fol. 81, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extraits de l'assemblée générale du 3 novembre 1998

AFFECTATION DU RESULTAT

Report à nouveau 2.199.962,- LUF

- Administrateurs

Marc Hilger, conseiller fiscal, Luxembourg;
Romain Bontemps, expert-comptable, Luxembourg;
Ronald Weber, expert-comptable, Luxembourg.

- Commissaire aux comptes:

ABAX, S.à r.l., L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 1998.

Pour la société

FIDUCIAIRE WEBER & BONTEMPS, Société Civile
Signature

(49849/592/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 1998.

**CS RENTEN STRATEGIE MANAGEMENT COMPANY, Aktiengesellschaft,
(anc. CREDIT SUISSE FOREX FUND MANAGEMENT COMPANY, Aktiengesellschaft).**

Gesellschaftssitz: L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet.
H. R. Luxemburg B 45.629.

Im Jahre eintausendneunhundertneunundneunzig, den zwölften Januar.
Vor dem unterzeichneten Notar Reginald Neuman, mit dem Amtssitze zu Luxemburg.

Sind erschienen:

Die alleinigen Aktionäre der Aktiengesellschaft CREDIT SUISSE FOREX FUND MANAGEMENT COMPANY, mit Gesellschaftssitz in Luxemburg, hiernach kurz mit «die Gesellschaft» bezeichnet, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter Sektion B Nummer 45.629, nämlich:

1. CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., Aktiengesellschaft, mit Gesellschaftssitz in Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von und zu Luxemburg, Sektion B, Nummer 45.726, andurch vertreten durch:

- Herrn Raymond Melchers, Managing Director von CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE, wohnhaft in Luxemburg, und

- Herrn Peter Rommelfangen, Vice President von CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE, wohnhaft in Luxemburg,

welche die Gesellschaft unter ihren gemeinsamen Unterschriften rechtsgültig vertreten können,

Inhaber von vierhundertneunundneunzig Aktien 499

2. CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL FUND HOLDING, Aktiengesellschaft

schweizerischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in Zürich (Schweiz),

andurch vertreten durch Herrn Raymond Melchers, Managing Director von CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE, wohnhaft in Luxemburg,

auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, gegeben in Zürich (Schweiz), am 6. Januar 1999, welche gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleibt,

Inhaber von einer Aktie 1

Total: fünfhundert Aktien 500

von je sechshundert (600,-) Schweizer Franken, welche das gesamte Kapital von dreihunderttausend (300.000,-) Schweizer Franken bilden.

Welche Komparenten erklären genauestens über die zu fassenden Beschlüsse im Bilde zu sein und den instrumentierenden Notar ersuchen folgende einstimmig gefaßten Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Aktionäre beschließen den Namen der Gesellschaft von CREDIT SUISSE FOREX FUND MANAGEMENT COMPANY, in CS RENTEN STRATEGIE MANAGEMENT COMPANY, abzuändern. Demzufolge hat Artikel eins der Satzung fortan folgenden Wortlaut:

«**Art. 1.** Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht und führt den Namen CS RENTEN STRATEGIE MANAGEMENT COMPANY.»

Zweiter Beschluss

Die Aktionäre beschließen Artikel drei der Satzung abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«**Art. 3.** Zweck der Gesellschaft ist die Gründung und Verwaltung eines Investmentfonds mit dem Namen CS RENTEN STRATEGIE.

Die Gesellschaft wird Zertifikate über Miteigentumsanteile an dem Fondsvermögen ausgeben.

Die Gesellschaft kann ihre Tätigkeit im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die der Erreichung ihrer Zwecke förderlich sind, insbesondere sich an in- und ausländischen Unternehmen im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes vom dreißigsten März neunzehnhundertachtundachtzig beteiligen.»

Dritter Beschluss

Die Aktionäre beschließen den Nennwert der Aktien abzuschaffen und Artikel fünf der Satzung abzuändern, und ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

«**Art. 5.** Das Aktienkapital beträgt dreihunderttausend (300.000,-) Schweizer Franken, und ist in fünfhundert (500) Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Diese Aktien sind wie folgt verteilt:

	Anzahl der Aktien
CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., Aktiengesellschaft, mit Gesellschaftssitz in Luxemburg	499
CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL FUND HOLDING, Aktiengesellschaft schweizerischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in Zürich (Schweiz)	1
Total:	500»

Die Kosten und Honorare welche der Gesellschaft aus gegenwärtiger Urkunde erwachsen, werden auf den Betrag von fünfundzwanzigtausend (25.000,-) Luxemburger Franken, abgeschätzt.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: R. Melchers, P. Rommelfangen, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 1999, vol. 2CS, fol. 38, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Abschrift, der vorgenannten Gesellschaft zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 21. Januar 1999.

R. Neuman.

(04707/226/78) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1999.

CS RENTEN STRATEGIE MANAGEMENT COMPANY, Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 45.629.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 25 janvier 1999.

(04708/226/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 1999

SO.PLA.GE. HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 38.596.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 11 novembre 1997, les mandats des administrateurs Dr. Severo Antonini, M. Silvano Agostini et M. Antonio Ventura ainsi que celui du commissaire aux comptes CONSULFIDE S.A. ont été renouvelés pour une durée de six ans expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2003.

Luxembourg, le 25 novembre 1998.

Pour: SO.PLA.GE. HOLDING S.A., Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

P. Frédéric S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 1998, vol. 514, fol. 71, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(49841/006/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 1998.

MERCURY SELECTED TRUST, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R. C. Luxembourg B 6.317.

NOTICE TO BEARER SHAREHOLDERS

Bearer Shareholders are informed that the Company's UNITED KINGDOM OPPORTUNITIES and EUROPEAN OPPORTUNITIES FUNDS, were merged on 29th January 1999. Shareholders of the UNITED KINGDOM OPPORTUNITIES FUND should deliver their certificates to the Central Paying Agent for exchange.

Central Paying Agent:

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.

69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

1st February 1999.

(00208/000/14)

The Board of Directors.

TRIMARAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R. C. Luxembourg B 48.103.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 22 février 1999 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du commissaire aux comptes et du conseil d'administration portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 1997;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997; 3. Affectation du résultat au 31 décembre 1997;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
6. Décharge spéciale aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour la non-teneur de l'Assemblée Générale Ordinaire à la date statutaire;
7. Démissions des administrateurs et décharge à leur accorder;
8. Nominations des nouveaux administrateurs;
9. Démission du commissaire aux comptes et décharge à lui accorder;
10. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes;
11. Dénonciation du siège social;
12. Transfert du siège social de la société;
13. Divers.

I (00202/010/25)

*Le Conseil d'Administration.***SUNFISH HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 48.102.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 22 février 1999 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du commissaire aux comptes et du conseil d'administration portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 1997;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997;
3. Affectation du résultat au 31 décembre 1997;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
6. Décharge spéciale aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour la non-teneur de l'Assemblée Générale Ordinaire à la date statutaire;
7. Démissions des administrateurs et décharge à leur accorder;
8. Nominations des nouveaux administrateurs;
9. Démission du commissaire aux comptes et décharge à lui accorder;
10. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes;
11. Dénonciation du siège social;
12. Transfert du siège social de la société;
13. Divers.

I (00203/010/25)

*Le Conseil d'Administration.***KOREA EXCHANGE BANK LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-2240 Luxembourg, 33, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 30.510.

The shareholders of SEOUL BANK LUXEMBOURG S.A. (the «Company») are hereby convened to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to be held at the registered office of the Company on February 22, 1999 at 11.00 a.m. with the following

Agenda:

1. Decision to put the Company into liquidation.
2. Appointment of Mr Nak-Keun Lee as the liquidator.
3. Determination of the powers to be given to the liquidator.
4. Miscellaneous.

The meeting shall be validly constituted and shall validly decide on its agenda if at least one half of the capital is present or represented. The items on the agenda shall be passed at the majority of two thirds of the shares present or represented at the meeting and voting.

I (00195/267/16)

The Board of Directors.

MASOFEMA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 49.027.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 18 février 1999 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1998, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1998.
4. Divers.

I (00187/005/15)

Le Conseil d'Administration.

TENDERNESS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 44.134.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE
qui se tiendra le mardi 23 février 1999 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
 2. Rapport du commissaire aux comptes,
 3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998 et affectation des résultats,
 4. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
 5. Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes.
- Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (00148/755/17)

Le Conseil d'Administration.

INTERNET S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.
R. C. Luxembourg B 43.587.

Les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
de la société qui se tiendra le mercredi 10 février 1999 à 14.00 heures au siège de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Présentation et approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1998.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers.

II (00077/561/15)

Le Conseil d'Administration.

INTERNET S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.
R. C. Luxembourg B 43.587.

Les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
de la société qui se tiendra le mercredi 10 février 1999 à 15.00 heures au siège de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Délibération dans le cadre de l'article 100 de la loi du 10 août 1915;
2. Divers.

II (00078/561/12)

Le Conseil d'Administration.

TRICOS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 29.561.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 11 février 1999 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

II (00079/029/19)

Le Conseil d'Administration.

RAWI S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 40.316.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 12 février 1999 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

II (00081/534/17)

Le Conseil d'Administration.

PATRILUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.
R. C. Luxembourg B 30.409.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société extraordinairement le 11 février 1999 à 10.30 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration.
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1997.
4. Décision conformément à la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 sur la dissolution éventuelle de la société.
5. Affectation du résultat.
6. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
7. Elections statutaires.
8. Divers.

II (00128/000/20)

Le Conseil d'Administration.

ADEPAIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 11.643.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *10 février 1999* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1998, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1998.
4. Décision de la continuation de la Société en relation avec l'article 100 de la législation des Sociétés.
5. Divers.

II (00124/005/16)

Le Conseil d'Administration.

GECOFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.
R. C. Luxembourg B 25.759.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société extraordinairement le *11 février 1999* à 15.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration.
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 30 juin 1998.
4. Décision conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 sur la dissolution éventuelle de la société.
5. Affectation du résultat.
6. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
7. Elections statutaires.
8. Divers.

II (00129/000/20)

Le Conseil d'Administration.

SOGENALUX FUND (en liquidation), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 30.485.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister aux

ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

qui se tiendront le mercredi *10 février 1999* à 11.00 heures et 16.00 heures respectivement, au siège social de la Société, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:**Première Assemblée (11h00)*

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 octobre 1998.
2. Présentation et approbation des états financiers au 31 octobre 1998.
3. Décision sur l'utilisation du résultat de l'exercice.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises pour l'accomplissement de leur mandat.
5. Réception du rapport du liquidateur sur la liquidation de la Société.
6. Nomination d'un commissaire à la liquidation.
7. Décision de tenir une assemblée subséquente afin de recevoir le rapport du commissaire à la liquidation, de donner décharge au liquidateur et de clôturer la liquidation.

Seconde Assemblée (16h00)

1. Réception du rapport du commissaire à la liquidation.
2. Décharge au liquidateur, au commissaire à la liquidation et aux administrateurs pour les fonctions exercées dans le cadre de leur mandat.
3. Décision de clôturer la liquidation.

4. Décision de déposer les livres et documents sociaux auprès de la SOCIETE GENERALE BANK & TRUST S.A. pour une période de cinq ans.

5. Décision de toutes affaires qui peuvent être soulevées à l'assemblée.

Modalités d'admission aux assemblées.

Aucun quorum n'étant requis, les résolutions seront prises à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires nominatifs et les détenteurs d'actions au porteur seront admis aux Assemblées sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître à la société, à son siège (15, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg / Administration SOGENALUX FUND - TITR/DEV/JUR), le 8 février 1999 au plus tard leur intention de prendre part aux assemblées.

Les détenteurs d'actions au porteur devront, en outre, pouvoir produire au bureau des Assemblées une attestation de blocage de leurs titres en les caisses d'un intermédiaire agréé ou de SOCIETE GENERALE BANK & TRUST S.A. / Luxembourg.

Les actionnaires ne pouvant assister en personne aux Assemblées pourront s'y faire représenter par toute personne de leur choix; des formules de procuration seront, à cet effet, disponibles au siège de la société; les actionnaires pourront également s'adresser:

* pour la France: auprès de SOGENAL GESTIONS (8, rue du Dôme, F-67000 Strasbourg)

* pour la Belgique: auprès de l'établissement chargé du service financier (SOCIETE GENERALE, 5, place du Champ de Mars, B-1050 Bruxelles)

* pour la Suisse: auprès du représentant et domicile de paiement (SOCIETE GENERALE BANK & TRUST, Luxembourg, succursale de Zürich, Bleicherweg 1, CH-8022 Zürich).

Pour être prises en considération, les procurations dûment complétées et signées devront être parvenues au siège de la société au plus tard l'avant-veille des Assemblées (soit le 8 février 1999).

II (00130/045/49)

Le Liquidateur.

NORTHEAGLE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 50.879.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 février 1999 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
5. Divers.

II (04704/795/15)

Le Conseil d'Administration.

HEALTHCARE EMERGING GROWTH FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 58.078.

Shareholders of our Company are kindly invited to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will take place at the offices of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, on Thursday February 11, 1999 at 11.30 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. amendment of the notice period for meetings of shareholders as stated in Article 12 of the articles of association from «Notices setting forth the agenda shall be sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders» to «Notices setting forth the agenda shall be sent by mail at least twenty-one (21) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders».
2. amendment of the redemption procedure as stated in the first seven paragraphs of Article 21 of the Articles of Association to «Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Corporation subject to such advance notice as the board of directors may determine. The Corporation may require any request for redemption to be given by up to 5 bank business days notice prior to the date on which the redemption shall be effective.»

The decision on the agenda of this extraordinary general meeting shall, at a first meeting, require a quorum of 50% of the shares issued and outstanding. Decision shall be validly made at a majority of two thirds of the shares present or represented and voting.

In case of lack of quorum at the first extraordinary general meeting, a second meeting will be convened so as to be held on Thursday March 25, 1999, at 11.30 a.m. at the same address with the same agenda, at which decision may be approved without quorum and at a majority of two thirds of the shares present or represented.

In order to attend the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at the registered office of the Company or with BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, Luxembourg.

II (00131/755/31)

The Board of Directors.

LAYER S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 36.989.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 février 1999 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 1998;
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Divers.

II (04705/795/17)

Le Conseil d'Administration.

BALI S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
H. R. Luxemburg B 34.315.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 11. Februar 1999 um 11.00 Uhr in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebniszuweisung per 31. Oktober 1998
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
4. Neuwahlen
5. Verschiedenes

II (00023/534/16)

Der Verwaltungsrat.

EFFICACE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 18.914.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 février 1999 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

II (00050/006/14)

Le Conseil d'Administration.